

Alors que les métropoles impérialistes sont en crise...

Les illusions de Gorbatchev: la paix avec l'impérialisme

Aux Etats-Unis, le rapport officiel de la commission d'enquête Tower a révélé au monde ce qui avait toujours été clair pour quiconque avait des yeux pour voir: Reagan est un menteur doublé d'un faible d'esprit. Sonné par les révélations de l'affaire Iran-contragate, le président américain se balance mollement au gré du vent. Ce spectacle n'est pas sans inquiéter ses partenaires de guerre froide qui, semaine après semaine, se demandent si le chef de file de l'OTAN est encore gouverné. D'autant plus que pour Thatcher ou pour le couple français la situation interne est loin d'être brillante. La dame de fer, la plus reaganienne de tous, est de plus en plus contestée par un establishment inquiet de sa brutalité et de son incapacité à arrêter la chute du capitalisme britannique. A Paris, le gouvernement Chirac-Mitterrand piétine et n'arrive pas à sortir de la paralysie qui l'a frappé quand les cheminots, relayant les étudiants, l'ont massivement défié. C'est le moment pour les classes ouvrières des métropoles impérialistes de passer à la contre-offensive et frapper ces régimes férocement réactionnaires au moment où la dégringolade du vieux cow-boy de Washington sème le désarroi dans l'alliance antisoviétique internationale.

Et c'est le moment qu'a choisi le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev pour tendre la perche au belliciste de la Maison Blanche et s'offrir comme partenaire pour préserver la "paix dans le monde". Le magazine *Business Week* du 16 mars a lâché un soupir de soulagement: "Au moment où le scandale Iran-contra semait la ruine dans la présidence de Reagan, le dirigeant de l'empire du mal' a offert la promesse d'une percée dans le domaine du désarmement sur les armes à moyenne portée en Europe." Kenneth Adelman, un dur de l'administration Reagan, a chanté victoire en déclarant que

la dernière offre soviétique "montre que les Russes n'ont pas abandonné le président". Non seulement Gorbatchev n'a pas abandonné Reagan mais il lui a cédé. La dernière proposition soviétique est *exactement la même* que celle qu'avait faite Reagan en 1981 quand l'OTAN s'apprêtait à déployer les Pershing 2 en Allemagne de l'Ouest, des armes de première frappe qui mettent huit minutes pour atteindre Moscou.

La soi-disant "option zéro" de Washington était si unilatéralement avantageuse pour les forces de l'OTAN, qu'elle était destinée à être rejetée par Moscou. Et les Russes l'ont rejetée à l'époque. Ils faisaient remarquer que l'"option zéro", tout en demandant le retrait de près de 500 fusées soviétiques en échange de la promesse de ne pas déployer les Pershing et les missiles de croisière US, ne touchait pas les missiles français et britanniques pointés sur les villes soviétiques, pas plus qu'elle n'affectait les missiles américains embarqués sur les sous-marins qui croisent dans les eaux européennes. Au sommet de Reykjavik, les Soviétiques avaient lié un éventuel accord sur les euromissiles à une limitation des plans reaganiens de guerre des étoiles; aujourd'hui, ils ont abandonné même cette condition. Spurgeon Keeny, un des négociateurs américains qui, le premier, a proposé l'"option zéro", déclare maintenant que la dernière offre soviétique "est un marché bien plus avantageux qu'on aurait pu le prédire" (*New York Times*, 4 mars).

Mais toutes ces négociations, ces propositions et contre-propositions sans fin à Genève ou Reykjavik, ne réduisent en aucune façon la menace nucléaire qui pèse sur l'humanité. Le "contrôle des armements" est une mystification qui en fait ne sert qu'à stimuler le développement de nouveaux systèmes d'armes. Les puissances de l'OTAN n'abandonneront



Reagan et Gorbatchev se sont rencontrés en octobre dernier à Reykjavik, tandis que les missiles de première frappe du Pentagone sont pointés sur l'URSS.

ni ne limiteront le déploiement d'aucune arme si celle-ci n'est pas remplacée par une autre plus efficace ou au moins de niveau comparable. L'Union soviétique doit construire et s'équiper de toute arme qu'elle considère nécessaire sans être entravée par des accords de "contrôle des armements" avec son implacable ennemi impérialiste.

Rappelons-nous le traité SALT I de 1972 que la bureaucratie du Kremlin considère comme un modèle de "limitation des armements". Quelque temps après la signature du traité, Brejnev en visite aux USA déclarait: "Le quart de siècle de guerre froide laisse maintenant la place à des relations de paix, de

respect mutuel et de coopération entre les Etats de l'Est et de l'Ouest." En surface, les accords SALT gelaient le nombre de missiles des deux côtés. Mais, l'équipe Nixon-Kissinger avait insisté que le nombre de têtes nucléaires par missile ne serait pas pris en compte. Dans les dix années qui suivirent le traité SALT I, le Pentagone a tout simplement multiplié le nombre de têtes nucléaires par missile, augmentant son arsenal nucléaire au rythme de trois par jour! Voilà ce qu'on appelle détente et limitation des armements.

Richard Pipes un ancien "soviétologue" auprès du Conseil national de sécurité de Reagan et un belliciste

Suite page 9



Université de Nanterre, 18 mars -- La LTF accueille comme il se doit l'ex-premier ministre Fabius.

Cinq ans de sale boulot

Le PS persiste et signe

"Il vaut mieux des TUC que rien du tout!" Nous sommes le 18 mars. Fabius, ancien premier ministre, a pris place depuis plus d'une heure sur l'estrade du grand amphi de l'université de Nanterre. Il est entouré de jeunes "branchés à gauche" censés l'aider à rabattre des voix pour 88. Les bonzes du MJS (Mouvement de la jeunesse socialiste) et de l'UNEF-ID sont là ainsi que Jack Lang, la presse et un solide service d'ordre. L'amphi, 1500 étudiants, profs et employés, reste, malgré sa coloration social-démocrate, incertain, voire chahuteur. Avoir des TUC ou rien du tout...? Le personnel technique de la fac est excédé: justement, à Nanterre, plus d'une centaine de postes ont été supprimés

et remplacés par des TUC.

Le PS commence sa tournée électorale pour les prochaines présidentielles et nous sommes là. En 81, nous n'avons pas voté Mitterrand et en 88 nous disons toujours qu'il faut s'opposer à une nouvelle candidature d'un Mitterrand, d'un Fabius ou d'un Rocard parce qu'ils ont promis à la bourgeoisie de gérer fidèlement son système. Au cours du jeu des questions et des réponses avec Monsieur Fabius, nous avons cherché à prendre la parole, mais ces bons "démocrates" du MJS ont finalement envoyé leurs gros bras pour nous empêcher de parler. Mais, nous doutant que ces gens qui ont servi

Suite page 2

Elbeuf: riposte ouvrière contre les fascistes

Les fascistes du Front national ont décidé de monter une provocation sinistre dans la région rouennaise, et ils n'ont pas choisi n'importe quelle ville: Elbeuf, petite ville ouvrière de la banlieue de Rouen. Le samedi 28 février, après avoir paradé en ville armés de poings américains, de chaînes et même d'un pistolet, insultant et menaçant de jeunes Maghrébins et Africains, ils ont investi à vingt le marché, s'installant précisément à l'endroit où vendent traditionnellement les organisations d'extrême gauche.

Alors, une seule organisation s'y trouvait: la LCR. Les hommes de Le Pen ont agressé et frappé violemment le militant de la LCR, seul présent, qui heureusement n'a été que légèrement blessé. Il a porté plainte. Les fascistes gueulaient: "Lisez le National, journal des amis de Jean-Marie Le Pen, les seuls qui chassent les communistes de votre pays!" Et ils distribuaient des tracts racistes en criant: "Une seule solution pour le chômage: le travail aux Français d'abord! Nous sommes de vrais Français, nous faisons notre service militaire."

Les réactions ont été très vives. Deux postiers en tournée, qui passaient sur le marché, ont déchiré les tracts fascistes. Les nervis anti-communistes les ont insultés et menacés: "De toute façon, on va vous refoutre au boulot comme les cheminots." Selon le PCF, bon nombre de commerçants aussi étaient indignés. Le lendemain, dans les usines, il y a eu pas mal de remous à la suite de ce raid. A Renault-Cléon, un vieil ouvrier proche du PCF expliquait: "Ca nous rappelle les années 30, lors de la montée

du fascisme en Allemagne, quand ils attaquaient les minorités, marquaient les quartiers juifs, etc." Dans une entreprise d'Elbeuf, un sympathisant du PS disait à un de nos militants: "Alors, qu'est-ce qu'on fait? On ne peut pas les laisser s'installer!"

La Ligue trotskyste est notamment connue dans la région pour avoir été à l'initiative, le 11 décembre 1981, d'une manifestation de front unique qui avait mobilisé dans les rues de Rouen plus de 400 personnes derrière le mot d'ordre: "Arrêtons les fascistes!" Cette fois encore, nous avons cherché à construire une riposte ouvrière. A Renault-Cléon, notre camarade, avançant la perspective d'une mobilisation

ouvrière, a contacté des militants des organisations ouvrières et s'est aussi adressé à la commission immigrés de la CGT. De nombreux militants syndicaux étaient d'accord. Notre organisation a proposé au PCF, à LO et à la LCR de tenir très rapidement une réunion afin d'organiser une mobilisation basée sur les usines de la région. Le PCF répondit avec mollesse: ils ne reviendront pas, ce ne sont pas des politiques, ils viennent en commando et repartent ailleurs faire leurs provocations. Quant à LO et à la LCR, leur position était de renforcer la vente sur le marché, mais pas vraiment de mobiliser la classe ouvrière. Rendez-vous a été pris pour arriver tous ensemble et à



"Arrêtons les fascistes!" -- Le 11 décembre 1981, à l'initiative de la LTF, une manifestation de front unique rassemblait plus de 400 personnes contre des provocations d'extrême droite.

la même heure la semaine suivante.

Il n'y a certes pas eu un véritable front unique pour le samedi 7 mars, mais comme convenu toutes les organisations ouvrières se sont retrouvées ce jour sur le marché à la même heure, et en nombre. Cinquante à soixante personnes prêtes à défendre les points de vente, et prêtes non seulement à résister aux fascistes mais à les virer. Une dizaine de personnes, dont trois ouvriers de Renault, autour de nous. Une dizaine aussi avec la LCR. Seulement quatre de LO. Plus le vendeur du *Libertaire* (jamais là d'ordinaire) et des distributeurs d'un tract appelant au meeting des Jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue (JALB). Le PCF et la CGT sont venus à une dizaine. Nos camarades sont allés les voir. Ils se sont dits prêts à nous aider si les fascistes déboulaient. Nous les avons assurés de la réciproque. Mais ce qui était frappant aussi, c'était le nombre inhabituel de militants syndicaux venus particulièrement ce samedi "faire leur marché", bien décidés à prêter main-forte aux vendeurs de la presse ouvrière en cas d'attaque du Front national.

Les fascistes ne sont pas revenus ce jour-là. Mais le danger est toujours présent. Le 24 mars, dans la soirée, ils pénétraient dans le hall du local rouennais de la CGT, placardant leurs affiches haineuses et lançant une bombe lacrymogène.

La vigilance doit être maintenue. Cinq ans de front populaire, ayant comme mots d'ordre: antisoviétisme, austérité antiouvrière et attaques anti-immigrés, ont gonflé les voiles des fascistes qui, aujourd'hui, peuvent même vomir leur haine raciale de la tribune du parlement. C'est seulement un puissant mouvement de la classe ouvrière organisée bien décidée à défendre ses frères immigrés et par là même à se défendre elle-même qui pourra faire rentrer cette vermine dans son trou avant qu'elle trouve la force de détruire le mouvement ouvrier.

Le PS persiste...

Suite de la page 1

un Etat impérialiste comme la France n'auraient pas le moindre scrupule à bafouer les règles les plus élémentaires du débat, et ne voulant pas manquer cette occasion d'accueillir un ancien premier ministre comme il se doit, nous avons déployé une grande banderole rouge sur laquelle on pouvait lire: "Austérité, racisme, antisoviétisme: 5 ans de sale boulot! Fabius: chien rampant de la bour-

geoisie!" Il y eut alors un silence de plomb dans l'amphi. Puis, Fabius rétorqua: "Ce qui est marquant chez ce genre de groupes c'est qu'ils ont un fort sens de la nuance." Le ministre du sale boulot, quant à lui, nous a tartiné de sa nuance tout au long de son meeting, non seulement avec les TUC mais aussi, avec son cynisme habituel, nous a justifié les Basques, les immigrés, Greenpeace, Machoro... tout ce qui a formé le ciment de la cohabitation actuelle.

Une semaine plus tard, plus d'un millier d'étudiants se sont rassemblés

dans l'amphi de la fac de Bron-Parilly, à Lyon, pour le spectacle Lang-Dufoix (les "ex" de la culture et de l'immigration). Première partie avec le groupe *Carte de séjour*; ensuite, la salle a été plongée dans le noir, seule la scène avec les deux ex-ministres était éclairée, avec un système vidéo assisté par ordinateur pour suivre les débats. Cette fois, un camarade de la LTF a pu prendre la parole: "Je voudrais juste dire quelque chose, c'est à propos de la question immigrée. On a l'impression, quand on entend parler ces deux ministres-là, que depuis le 17 mars au matin il y a une chasse anti-immigrés. Mais je voudrais juste rappeler à Madame Georgina Dufoix qu'elle a fait les lois contre le regroupement familial, que les camps de rétention, c'est elle qui les a faits, et elle en est fière; que c'est sous Mitterrand que les premiers Basques ont été expulsés. C'est pas seulement Pasqua qui expulse les immigrés. Je voudrais juste dire que c'est le gouvernement 'socialiste' qui a lancé la campagne anti-immigrés en 83. Quand les travailleurs de Renault-Flins étaient en grève, en majorité immigrés, Mauroy a dit: 'Ces gens-là sont manipulés par les religieux.' Et alors après c'est pas difficile de comprendre que les racistes assassinent dans la rue. Faut pas non plus oublier que la brigade du métro dans Paris faisait la chasse aux clandestins, c'est toute personne qui n'avait pas la couleur blanche, le teint pâle qui subissait les contrôles de police et les ratonnades. Il ne faut pas oublier tout ça. Ils vont nous dire: 'Nous, on n'y est pour rien, c'est le méchant Pasqua.' Vous avez commencé. C'est vous qui avez permis à Pasqua de faire tout ce qu'il fait en ce moment." Dufoix conclut sa longue réponse à l'intervention de notre camarade avec une phrase limpide: "Je suis fière de ce que j'ai fait dans le domaine de l'immigration et si j'avais

à le refaire, je le referais dans sa totalité."

Le bilan est là: cinq ans de sale besogne que la droite n'aurait jamais pu entreprendre sans rencontrer la riposte de la classe ouvrière. Celui qui peut se frotter les mains de ces cinq ans, c'est bien le sinistre Le Pen avec ses 34 députés fascistes au parlement et ses bandes de gangsters qui sévissent presque tous les jours. Le Pen que le racisme rose et l'antisoviétisme forcenés ont contribué à rendre respectable. Cinq ans qui ont pavé la voie à la droite revancharde de Chirac. Il est grand temps de rompre avec ce cycle infernal front populaire-réaction. Contre les nouvelles alliances qui visent à canaliser les luttes sociales contre la chiraquie dans l'impasse de la collaboration de classe, il faut se battre pour l'indépendance ouvrière: pour un gouvernement ouvrier!



LENINE

Révolution ouvrière pour désarmer les impérialistes

Assiégée par l'impérialisme et la guerre civile, la jeune république soviétique en appelait à l'action internationale du prolétariat. En mars 1919 était fondée la Troisième Internationale, et deux semaines plus tard le Parti communiste russe (bolchéviques) adoptait un projet de programme rédigé par Lénine et qui déclarait:

La résistance des exploités, qui croît avec la pression du prolétariat et que renforce notamment la victoire de celui-ci dans certains pays, aussi bien que la solidarité internationale de la bourgeoisie et sa capacité de s'organiser sur le plan international, a inévitablement pour conséquence de combiner la guerre civile à l'intérieur de divers pays avec les guerres révolutionnaires entre les pays prolétariens et les pays bourgeois qui défendent la domination du capital. En raison du caractère de classe de ces conflits, la distinction entre guerres défensives et guerres offensives perd définitivement tout son sens.

Dans l'ensemble, le processus de développement de la guerre civile internationale, qui se déroule sous nos yeux, d'une façon particulièrement rapide depuis la fin de 1918, est un produit logique de la lutte des classes sous le capitalisme et une étape normale vers la victoire de la révolution prolétarienne internationale.

C'est pourquoi le PCR [Parti communiste de Russie] repousse catégoriquement comme illusions réactionnaires de démocrates petits-bourgeois, se nommeraient-ils socialistes ou sociaux-démocrates, l'espoir d'un désarmement sous le capitalisme, et oppose à tous les slogans de ce genre, qui en réalité font uniquement le jeu de la bourgeoisie, le mot d'ordre d'armement du prolétariat et de désarmement de la bourgeoisie, le mot d'ordre de répression totale et impitoyable des exploités, le mot d'ordre de lutte jusqu'à la victoire sur la bourgeoisie du monde entier, tant dans les guerres civiles intérieures que dans les guerres révolutionnaires internationales."

-- V.I. Lénine, "Projet de programme du PC(b)R" mars 1919, *Oeuvres*, tome 29

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforgier la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah.

REALISATION: Jocelyne Melies.

DIFFUSION: Wolf Soler.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Proposition de Krivine à la LCR: Liquidation totale avant fermeture

26 mars -- "La LCR veut mourir pour mieux renaître." Sous ce titre choc, *Libération* du 6 mars expliquait, à partir de déclarations d'Alain Krivine et d'un bulletin intérieur -- public! -- de cette organisation, que "les trotskystes de la Ligue envisagent de s'autodissoudre pour fonder une nouvelle organisation révolutionnaire avec les rénovateurs du PCF. A condition que ceux-ci représentent un poids significatif." Les membres de la LCR découvrant cet article ont dû se sentir traités comme de simples membres du PCF qui prennent régulièrement connaissance de la ligne en regardant leur secrétaire général interviewé à "l'Heure de vérité". C'est donc probablement par crainte d'une révolte à la base que le bureau politique de la LCR dénonçait aussitôt les "spéculations" d'un journaliste en mal de scoop et, avec un art consommé du double langage, "rectifiait"... en confirmant sur le fond: "Demain ou après-demain, si les communistes rénovateurs [...] décidaient de construire un parti révolutionnaire d'action, nous serions prêts à envisager avec eux la possibilité d'une organisation commune démocratique et ouverte à tous ceux prêts à s'engager dans cette voie" (*Rouge* n°1248, 12-18 mars).

Les propos de Krivine relatés par *Libération*, loin d'être une "bavure", représentent un avertissement à ses propres militants: les rénovateurs sont LA "grosse occase" et, pour ne pas la rater, il s'agira d'aller jusqu'à la liquidation totale! C'est la raison d'être de la LCR et du Secrétariat unifié de Mandel (dont elle est la section française): se liquider dans des forces censées remplacer le parti et le programme trotskystes. Et Krivine de s'écrier même dans *l'Événement du jeudi*: "Le trotskysme, décidément c'est un mot que je n'aime pas." Déjà, lors de la "grosse occase" ratée du regroupement avec les sociaux-démocrates du PSU, Mandel, interrogé en 1976 sur savoir si l'"existence de la Quatrième Internationale n'est pas un obstacle", répondait: "Qu'importe les étiquettes. Si nous rencontrons sur le terrain politique des forces d'accord avec notre orientation stratégique et tactique, et que rebute- raient seulement la référence historique et l'appellation, nous nous en déferions dans les 24 heures" (*Politique Hebdo*, 10-16 juin 1976).

RECOMPOSITION ET DECOMPOSITION SOCIAL-DEMOCRATE

Dans le passé, ces pseudo-trotskystes ont déjà courtoisement honteusement les "eurocommunistes" et autres excroissances social-démocrates du PCF. Mais les Ellenstein ou Fiszbin n'étaient guère plus que des individus que la direction avait pu assez aisément isoler. Aujourd'hui, le PCF est par contre entré dans une crise certainement sans précédent dans l'histoire. Il a vu lui échapper le contrôle de secteurs clés des grèves de l'hiver dernier -- les plus importantes luttes sociales depuis Mai 68. Et la seule chose qu'il ait gagnée de son passage au gouvernement antiouvrier et antisoviétique de Mitterrand est une rébellion d'une partie significative de l'organisation -- une rébellion que Juquin voudrait canaliser à son profit.

La deuxième guerre froide déclenchée par les impérialistes contre l'URSS a exacerbé à l'extrême la contradiction du PCF entre son allégeance à l'impérialisme français et ses attaches, aussi distendues soient-elles, au Kremlin. Aujourd'hui renvoyée par ses alliés de la veille dans le ghetto de la guerre froide et discréditée auprès de la classe ouvrière pour sa participation au gouvernement Mitterrand, sa direction réformiste est pourtant fondamentale-

ment incapable d'offrir à ses militants autre chose qu'une nouvelle union de la gauche -- une alliance front populiste de collaboration de classe. Pour les révolutionnaires, la tâche de l'heure est de chercher à arracher à sa direction traître -- les Marchais aussi bien que les Juquin -- la base ouvrière du PCF, y compris parmi les "rénovateurs", pour les gagner au trotskysme et construire le parti révolutionnaire.

Il arrive à la LCR de tenter de cacher sa capitulation à Juquin en invoquant l'hétérogénéité des "rénovateurs". On y trouve effectivement des "eurocommunistes" conséquents et des militants qui se veulent à gauche de Marchais et, qui tout en refusant de suivre Juquin dans l'antisoviétisme, croient pouvoir se retrouver avec lui sur des questions comme la démocratie dans le parti. (Le "phénomène Gorbatchev" permet aujourd'hui de retarder la confrontation sur la question russe parmi les "rénovateurs" et dans le PCF en général.) Mais un bloc avec les "eurocommunistes" est un piège mortel. On ne combat pas les staliens avec les sociaux-démocrates. L'hétérogénéité des "rénovateurs" implique pour les trotskystes d'essayer de les polariser afin d'en dégager, ainsi que dans tout le PCF, les oppositionnels de gauche potentiels, et précisément sur la question russe en montrant que les trotskystes sont les seuls vrais défenseurs de l'URSS: "Le PCF a besoin d'un nouveau Congrès de Tours (comme en 1920), une scission nette entre ceux qui veulent défendre l'ordre bourgeois et ceux qui veulent défendre l'Armée rouge en Afghanistan, qui n'hésitent pas à dire que Solidarnosc était un danger contre-révolutionnaire et qui veulent la défaite de leur propre bourgeoisie -- de la gare du Nord au Tchad et à Nouméa" (*le Bolchévik* n°71, mars). Déjà, en 1979-80, la Ligue trotskyste a montré comment exacerber ces contradictions du PCF en enfonçant le coin du soutien critique que nous avions envisagé de donner (jusqu'à l'acte raciste de Vitry) à la candidature de Marchais. La polarisation et la scission du PCF pour construire le parti révolutionnaire ne

7 février). Pas moins! Rappelons quand même que Juquin, ainsi que Rigout ou Poperen, ne sont entrés en dissidence que par opposition à la sortie du gouvernement "socialiste" de guerre froide. Et ils mirent alors clairement le doigt sur la question clé: les liens que le PCF maintient avec Moscou. M. le ministre Rigout se prononça en 1984, non

populaire mitterrandien, qui n'avait évidemment pas été la "victoire" tant créée par la LCR, provoqua une vague de démoralisation et une hémorragie de militants -- les droitières les plus conséquents allant rejoindre tout naturellement le PS, à l'instar d'Henri Weber, un dirigeant historique de la LCR. Même sa perspective, peu excitante, de liquidation

Juquin et Krivine à la manifestation du 15 mars -- "Marions-les, marions-les! Je crois qu'ils se ressemblent. Ils iront très bien ensemble."



seulement pour que le PCF adopte la position du PC italien sur l'Afghanistan et la Pologne, mais aussi pour qu'il rompe au plus vite le "cordon ombilical" avec Moscou (*Libération*, 2 juillet 1984). En guise de "parti révolutionnaire d'action" annoncé par la LCR, une organisation sous la houlette de ces couards réformistes, pressés aujourd'hui de balayer la moindre référence à Moscou pour pouvoir se vautrer plus facilement dans la mangeoire de l'impérialisme, ne serait qu'un parti social-démocrate. La "grosse occase" que Krivine, Michaloux et Lequenne mitonnent à leurs militants, c'est la capitulation directe devant leur propre bourgeoisie! Jusqu'alors, ils ne pouvaient capituler que par l'intermédiaire des organisations réformistes traditionnelles sur lesquelles ils ont mené une politique de pression. Maintenant, la crise du PCF et la relative paralysie du PS, produits de leurs cinq années de sale boulot, laissent à gauche -- même de façon temporaire --

dans un regroupement avec le PAC, la FGA et le PSU échoua...

Le discrédit dans lequel sont tombées les organisations réformistes traditionnelles a permis à la LCR (tout comme à LO) de jouer un rôle inespéré dans les grèves de la SNCF. Se cachant derrière l'"auto-organisation", elle a fait de la surenchère basiste par rapport aux économistes de LO! La LCR a désormais une dot à offrir aux Juquin. D'autant plus qu'ils sont convoités avidement, même si c'est encore avec une prudence toute diplomatique, par le puissant PS. Juquin prend bien garde depuis quelque temps de se démarquer du PS. Et pas seulement pour se couvrir par rapport à Marchais. Le PS est trop largement déconsidéré auprès des travailleurs et au premier chef auprès de bon nombre d'oppositionnels du PCF. Par contre, Juquin et Cie n'ont pas été sans remarquer et le rôle de direction de rechange échu à la LCR dans certains secteurs clés de la grève de la SNCF et la "responsabilité" avec laquelle elle a joué ce rôle. Comme Juquin vient de le déclarer au journal allemand *Arbeiterkampf* (n°280, 9 mars): "Nous avons de bonnes relations avec toutes les sectes et tous les petits partis. Mais, on doit savoir: le PAC, ce sont les maoïstes, ils ont 200 membres; le PSU a été un parti plutôt important, aujourd'hui ils ont 500 membres. Il n'y a que la Ligue communiste, les trotskystes, et c'est autre chose. D'abord, ce sont des marxistes, des communistes, ce qui pour nous est très important. Deuxièmement, ce sont des forces militantes et ils sont aussi plus de 2000 membres." Et pour la première fois, dans le *Manifeste* des "rénovateurs" (publié intégralement dans *Critique communiste* n°61, mars), il est proposé d'inclure dans un nouveau front populaire "toutes les expressions politiques des courants réformistes, révolutionnaires, alternatifs: les communistes, les socialistes, tous les radicaux modernes, les écologistes, l'extrême gauche" et "ce processus de recomposition, de rassemblement débouchera sur l'engagement à gouverner ensemble".

GOVERNEMENT MITTERRAND-JUQUIN-KRIVINE?

On comprend aisément que la LCR ait pu saluer ledit *Manifeste* qui "revendique clairement la tradition et les idéaux du communisme" (*Ibid.*) Et ce n'est pas pure démagogie: la LCR se retrouve dans ce document qui exprime une opposition droitière

Suite page 10



Premier Mai 1980 -- Krivine transforme la LCR en piétaille "unitaire" pour Mitterrand. Sept ans après, une organisation profondément démoralisée par l'"expérience" du front populaire.

sont possibles que sur le programme trotskyste sur lequel combat la tendance spartaciste internationale.

Le problème pour la LCR est qu'elle a renié le combat de Trotsky pour la défense révolutionnaire de l'URSS et pour l'indépendance de classe du prolétariat -- contre les obstacles dressés contre la classe ouvrière que sont les fronts populaires --, et qu'elle peut se retrouver derrière un Juquin: "Le discours de Pierre Juquin lors du dernier comité central constituait une ébauche de réponse" à la question de "quelle stratégie de transition au socialisme mettre en oeuvre" (*Rouge* n°1243, 5-11 février). Ou encore Juquin a soulevé la question "de la nécessité d'une vraie organisation révolutionnaire" (*Rouge* n°1242, 29 janvier-

une place pour une organisation réformiste capable d'acquiescer une influence dans la classe ouvrière en ramassant les "déçus" du PS et du PCF.

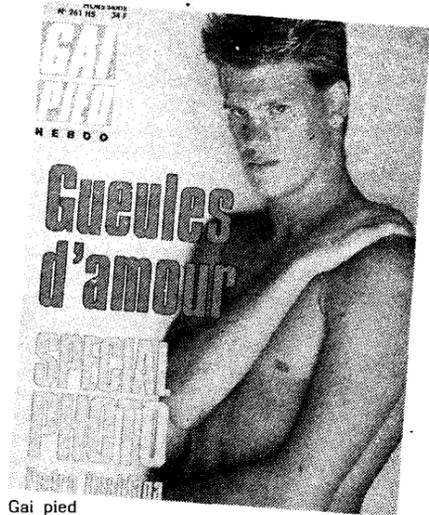
LA DOT DE KRIVINE

Plus de dix ans de racolage, au nom de l'"unité", au profit de l'union de la gauche ont préparé cette capitulation. Les rabatteurs empressés du "socialiste" antisoviétique Mitterrand ont même fini par hurler avec les loups impérialistes sur l'Afghanistan et la Pologne. Krivine et ses comparés ont toujours été disponibles pour vendre au plus offrant leurs forces militantes et leur étiquette "trotskyste". Mais la faillite du front

Défense des homosexuels

A bas les mesures de censure!

Alors que finissaient de se consumer 17000 exemplaires (non expurgés) du livre *L'Agent noir*, le livre confession de l'indigène Mazurier, le ministère de l'Intérieur menaçait d'interdiction de fait cinq périodiques: *Gai pied hebdo*, *Photo*, *l'Echo des Savanes*, *Newlook* et *Penthouse*. Déjà, une semaine avant, cinq mensuels (*Absolu Lettres*, *le Club*, *Privé Madame*, *Absous* et *Privé*) avaient déjà été interdits en application de la loi de 1949. Et 18 autres publications sont visées.



Gai pied

Le *Gai pied* était visé par la censure dans le cadre d'une sinistre campagne anti-homosexuels.

Ces mesures scandaleuses de censure ne sont ni une quelconque "bavure", ni un excès de zèle d'un directeur des "libertés publiques" (surprenant, non?!). Ce gouvernement de revanchards a lancé une nauséabonde campagne d'ordre moral. Ils interdisent des livres comme *l'Os de Dyonisos*. Ils épurent les bibliothèques municipales. Ils "moralisent" l'affichage public. Ils entrent en guerre contre les homosexuels. Juppé, porte-parole du gouvernement, s'est déclaré "ému des photos de lesbiennes en train de se chatouiller" (*l'Humanité*, 27

mars). Et à quand la fermeture du musée du Louvre? (Mais peut-être que les Pasqua-Pandraud ne savent pas ce qu'il expose...) Le caractère grossièrement provocateur des cibles choisies par le gouvernement -- comme la revue *Photo* (qui aurait pu croire qu'un jour ce magazine serait taxé de "pornographie"? -- est clairement indicateur du but recherché: accoutumer la population à la censure et à l'arbitraire.

La provocation de Pasqua et Chirac a légitimement ému tout ce que ce pays compte de gens décents. Par contre, nos "libéraux" et sociaux-démocrates en ont profité pour s'offusquer cyniquement au nom des "valeurs traditionnelles de la démocratie et de la culture française". Mais la "tradition" c'est l'interdiction de Flaubert, Baudelaire, Sade, Henry Miller, Burroughs, etc. Sans oublier un film d'après *la Religieuse* de Diderot sous de Gaulle! Entre 1982 et 1986 -- sous la "gauche" -- 620 journaux "pornographiques" auraient été l'objet d'interdictions. Et la sinistre loi de 1949 a été concoctée -- et sous la pression notamment du PCF -- par le "socialiste" Jules Moch. Certains réclament aujourd'hui que la décision d'interdiction ne relève plus de l'administration, mais d'un juge. Mais ce sont des tribunaux qui ont condamné *les Fleurs du mal* de Baudelaire et *Madame Bovary* de Flaubert pour obscénité (!) Et ce sont des tribunaux correctionnels qui se sont attaqués aux ouvrages de Henry Miller en 1946. Nous exigeons l'abrogation de la loi de 1949 et de toutes autres lois et réglementations de censure!

Mais c'est proprement scandaleux de voir une organisation dite d'"extrême gauche", *Lutte ouvrière*, justifier implicitement la censure contre les revues "pornographiques". Les moralistes de LO -- qui en 1974, dans un article de *Lutte de classe* (n°18, mars 1974), caractérisaient de "barbares" les moyens contraceptifs et de "meurtre" l'avortement, prônant "la maîtrise de soi" (!) -- écrivent: "Nous aussi sommes contre la censure

et pour la liberté d'expression." Mais ils osent poursuivre: "Il est faux-cul de prétendre que la camelote porno (pardon 'de charme!') éditée par le trust Filipacchi, relève de la liberté d'expression" (*Lutte Ouvrière* n°982, 28 mars). La LCR, elle, condamne les mesures d'interdiction prises par Chirac, mais en se pinçant le nez, condamnant la pornographie "réduisant le corps des femmes à une vulgaire marchandise" (*Rouge* n°1250, 26 mars-1er avril). Pour nous, marxistes, la pornographie est du domaine du fantasme. Elle reflète et ne fait que refléter quelques aspects du comportement humain, et dans une société violente et irrationnelle comme le capitalisme, ces reflets ne sont parfois pas très jolis. Mais on ne peut changer la société en changeant ou en interdisant les images. On ne peut dire ce que sera la sexualité dans la société socialiste, mais les fantasmes et leurs images existeront. Plus immédiatement, nous avons là la vieille tentative moralisatrice, qu'elle vienne de la réaction, des "curés rouges" ou des féministes, de différencier la pornographie et l'érotisme. En fait, l'érotisme est ce qui est imprimé sur du papier de luxe avec des illustrations "de bon goût" ou d'art; la "pornographie" est ce que vous achetez 13 francs, avec des photos bâclées. La "perversion", c'est les autres!

En tant que marxistes, nous sommes opposés à toute tentative de censure puritaine. On ne peut pas légiférer la sexualité. Nous défendons le droit aux individus consentants d'exercer l'activité sexuelle de leur choix -- ou regarder les images de leur choix -- sans interférence de l'Etat, et ce dans toutes les combinaisons de nombre, sexe, race et âge. Curés, flics, juges, hors des chambres à coucher!

Une censure en cache toujours une autre. La tentative d'interdiction du *Gai pied hebdo* visait à museler le droit d'expression d'un courant des homosexuels. Elle fait partie de la censure quotidienne, et plus générale: la censure politique. Les

gouvernements bourgeois successifs ont eu recours à un vaste arsenal juridique et réglementaire. Comme le relevait par exemple *Libération* (27 mars): "*Le décret-loi de 1939, qui permet l'interdiction des revues étrangères ou d'inspiration étrangère, est on ne peut plus flou dans ses critères. Il suffit en effet qu'une publication française, éditée en France, dont le contenu est assuré par des journalistes français, témoigne dans ses colonnes des points de vue étrangers pour qu'elle s'expose à une telle interdiction.*" Et il suffit même d'un simple arrêté gouvernemental pour "atteinte aux intérêts diplomatiques de la France" pour interdire n'importe quelle publication, comme vient de l'être par deux fois l'organe des benbellistes *Al Badil*, en décembre 86, et *l'Alternative démocratique*, le 20 mars dernier. Ils prennent place dans la longue liste des films, livres, revues victimes de la censure politique: entre des dizaines d'autres, le film *Octobre à Paris* de Jacques Panigel (qui relate le massacre des Algériens en 1961 et dont les copies, après 15 ans d'interdiction, ont mystérieusement disparu petit à petit), *Tricontinentale* éditée à La Havane et diffusée en France par Maspero, *Hara-Kiri hebdo* "coupable" de lèse-majesté gaulliste et combien de livres traitant de la chasse gardée africaine. Abrogation immédiate de l'arrêté d'interdiction d'*Al Badil* et de *l'Alternative démocratique*!

Comme nous le disions à la manifestation appelée le 28 mars par plusieurs organisations homosexuelles: "Ils brûlent les livres, tuent les immigrés, persécutent les homosexuels, et demain les juifs, les syndicalistes, les communistes..." La sinistre et obscène campagne d'ordre moral vise à mettre au pas toute une population, et notamment la jeunesse -- la chair à canon pour la guerre des impérialistes contre le bloc soviétique. Ce gouvernement a envoyé ses flics contre la jeunesse -- ils ont tué Malik. Mitterrand, Chirac et Pasqua "aiment" effectivement les jeunes: sains et saignants. ■

Ils veulent retuer Malik!

Foin d'hypocrisie! Aujourd'hui, la haine raciale est déclarée doctrine officielle de ceux qui nous gouvernent. Sans vergogne, le ministre délégué chargé de la sécurité Pandraud a osé récemment déclarer, à propos de Malik Ousseki, battu à mort par les flics de Mitterrand-Chirac: "La mort d'un jeune homme est toujours regrettable, mais je suis père de famille et si j'avais un fils sous dialyse je l'empêcherais de faire le con dans la nuit" (*le Monde*, 5 mars). Et son compère Pasqua de renchérir pour le défendre: "Je connais suffisamment Robert Pandraud, il n'est pas plus raciste que n'importe quel autre membre du gouvernement!"

(*le Monde*, 10 mars). Et pas moins!

Ainsi, non contents de l'avoir assassiné, l'appareil d'Etat et la bourgeoisie ont d'abord essayé d'enterrer Malik et sa famille sous un flot de mensonges et d'insultes mais aujourd'hui les principaux responsables de sa mort affirment avec un cynisme incroyable que celui-ci a été tué pour ce qu'il était, un jeune Beur, et qu'ils sont prêts à recommencer! Ils veulent sa peau encore et encore!

Cet acharnement odieux montre bien que la racaille réactionnaire n'est pas prête à oublier le danger potentiel inscrit dans le fait que c'est par centaines de milliers que, le 8 décembre 1986, de jeunes lycéens, étudiants, ouvriers français et immigrés sont descendus dans la rue pour exprimer leur rage et leur peine devant cet ignoble assassinat.

La signification de ces propos abjects est claire: c'est une menace directe pour tous les travailleurs immigrés et leur famille, un appel au meurtre raciste et une affirmation nette pour les flics que toutes les "bavures" seront couvertes et qu'ils pourront continuer leurs méfaits en toute impunité. Ce signal a d'ailleurs été reçu cinq sur cinq par la vermine fasciste puisqu'à peine quelques jours après ces déclarations, le torchon raciste *Minute* publiait un article ordurier, traînant dans la boue la famille de Malik et en particulier sa soeur. Quelques jours auparavant, cinq nervis armés l'avaient attaquée à son propre domicile en

hurlant "C'est toi l'Algérienne!" (*Libération*, 20 mars).

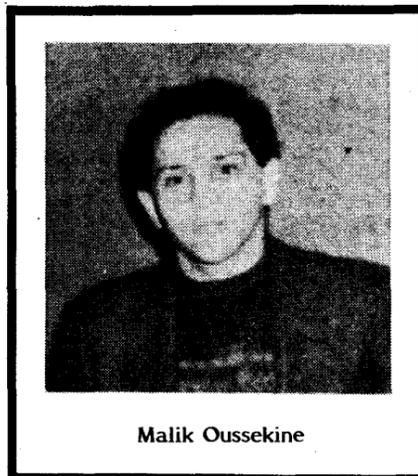
Ces menaces ouvertes dépassent y compris le cadre d'une attaque contre les seuls immigrés, car s'agissant de l'affaire de la rue Mogador, le même sinistre Pandraud avait

provocation afin d'habituer la population de ce pays aux violations les plus grossières des droits démocratiques élémentaires.

Même si ces propos ne font qu'encourager encore et encore la terreur raciste qui frappe quotidiennement les immigrés, les grandes manifestations étudiantes, la longue et dure grève des cheminots des mois derniers ont été un avertissement sérieux à la bourgeoisie.

Ces luttes puissantes ont bien démontré qu'elles étaient la seule voie pour surmonter les divisions raciales et la seule riposte conséquente contre la terreur raciste. Et c'est essentiellement à cause du caractère explosif de cette question que la bourgeoisie continue à reculer sur la réforme du code de la nationalité et non pas grâce à des manifestations-carnavals comme celle du 15 mars dernier où toutes les vedettes du PS/SOS-Racisme plastronnaient pour réclamer en fait le statu quo raciste qu'ils ont eux-mêmes contribué largement à instaurer.

A chaque acte raciste, il faut une riposte massive de la classe ouvrière pour stopper le bras des tueurs, et chaque lutte de la classe ouvrière doit intégrer à ses revendications "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés", car la lutte pour extirper l'oppression raciale est intrinsèquement liée à la lutte pour renverser le capitalisme qui en est à la racine. ■



Malik Ousseki

Sipa

déclaré quelque temps auparavant: "Quelles bavures? Le CRS Burgos a été remis en liberté, pas pour me faire plaisir. Depuis, je constate que les automobilistes s'arrêtent aux contrôles!" (*l'Express*, 6-12 février).

Il est bien évident que ces déclarations ne sont pas l'effet du hasard mais bien le fruit d'une décision délibérée d'assener provocation après

Pour contacter la LTF

Paris Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen M. Benoît
BP 817
76009 Rouen Cedex
Tel: 35 71 20 86

Lyon M. Delalandre
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17

28 mars -- Le 28 février dernier, une "cour d'assises spéciale" condamnait à la réclusion criminelle à perpétuité Georges Ibrahim Abdallah pour complicité dans les assassinats, en juillet 1982 et mars 1983, de deux responsables des services secrets américains et israéliens.

La veille de ce verdict, l'avocat général Baechlin, obéissant manifestement à des instructions du gouvernement Chirac, avait pourtant "supplé" les juges de ne pas prononcer une peine supérieure à dix ans de réclusion, en invoquant le sort des otages français au Liban et la crainte de nouveaux attentats terroristes aveugles en France -- tout cela exposé si crûment que dès le lendemain, *Libération* n'excluait pas qu'il se soit agi d'une provocation destinée en fait à pousser le tribunal à condamner lourdement Abdallah.

Du PS au Front national en passant par les partis de droite, tout le monde politique -- à l'exception notable du PCF -- et la presse bourgeoise s'empresèrent de saluer un verdict qu'un éditorialiste du *Monde* qualifiait sans hésiter de "sursaut d'honneur", écrivant: "Quels qu'aient été les souhaits du gouvernement, les magistrats ont apporté une preuve de leur indépendance et délivré un message qui, en ces temps de cynisme, a quelque chose de reconfortant: la justice est au-delà de la raison d'Etat" (*le Monde*, 1-2 mars).

UNE MASCARADE JUDICIAIRE

La réalité, hélas, est tout autre: le verdict de la "cour d'assises spéciale" a été le couronnement d'une mascarade judiciaire où l'odieuse le dispute au ridicule. Une mascarade qui dévoile d'un coup, pour un bref instant, toute la corruption de la "justice" de la bourgeoisie française, de ses polices plus ou moins secrètes et aussi de sa presse. Abdallah doit être libéré!

La "cour d'assises spéciale" qui a condamné Abdallah a siégé sous l'énorme pression du gouvernement américain, partie civile, et elle n'a de cour d'assises que le nom. Le "jury" y est formé non de simples citoyens mais de magistrats anonymes désignés sur mesure. Dans son fonctionnement, elle est en tous points similaire aux "sections spéciales" de sinistre mémoire constituées en 1941 par le régime de Vichy pour "réprimer l'activité communiste anarchiste". Ici, il s'agit de réprimer le "terrorisme", qui est défini comme tout crime commis "en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur" (loi du 9 septembre 1986). Pas besoin d'être docteur en droit pour comprendre que cette définition attrape-tout pourrait aussi bien permettre de poursuivre des travailleurs qui défendent leurs piquets de grève contre les attaques des flics, et faciliter toutes sortes de machinations policières-judiciaires contre le mouvement ouvrier organisé. Et il faut souligner que là aussi ce sont les gouvernements "de gauche" -- en fait le front populaire anti-ouvrier et antisoviétique du 10 mai 81 -- qui ont préparé le terrain à la réaction: c'est le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman qui, en 1982, avait institué des "cours d'assises" sans jurés pour juger les affaires d'espionnage et de "trahison", Chirac n'ayant fait qu'étendre leur compétence aux affaires de "terrorisme".

UN AVOCAT QUI EMERGE AUX SERVICES SECRETS

Qui dit tribunal d'exception dit procès scélérate. Abdallah a été condamné sur la base d'un dossier vide. Ainsi, la police affirme avoir retrouvé dans un appartement loué par lui l'arme ayant servi à abattre Ray et Barsimentov, mais cela cinq mois après son arrestation à Lyon! Toutes les autres "preuves" utilisées au cours du procès de février dernier sont de la même farine. En plus, elles avaient déjà servi à faire condamner Abdallah à quatre ans de prison à Lyon, en juillet 1986, pour

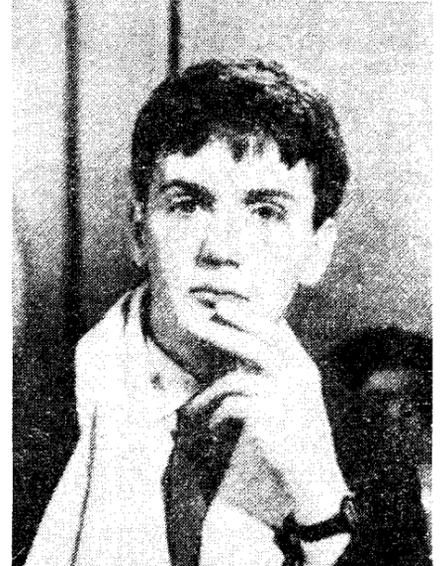
Affaire Abdallah

La barbouzerie au Palais de "Justice"



Der Spiegel

A gauche, Abdallah et son avocat actuel, le douteux Vergès qui défend le tortionnaire nazi Barbie. Son ex-"défenseur" Jean-Paul Mazurier (à droite) était un indic des services secrets français.



Sipa

"association de malfaiteurs" au motif de... son rôle supposé dans les "FARL". Deux condamnations successives pour les mêmes faits!

Pour couronner le tout, à peine la "cour d'assises spéciale" avait-elle rendu son verdict qu'on apprenait que le premier avocat d'Abdallah, Jean-Paul Mazurier, était depuis le début un agent d'un service secret français. Si donc Abdallah orchestrait -- comme le prétend le gouvernement -- du fond de sa prison les attentats criminels de septembre 1986, comment les services secrets qui contrôlaient Mazurier (qui jouait les intermédiaires) pouvaient-ils ne pas savoir? A moins que tout soit mensonge?

Et le livre écrit par Mazurier en collaboration avec un journaliste de *Libération*, Laurent Gally, pour révéler son travail de mouchard, était déjà sous presse au moment du procès. La presse bourgeoise, à commencer par *Libération*, n'a rien révélé pour ne pas déranger la sinistre farce qui était en train de se jouer au palais de "justice". *Libération* et son patron Serge July n'attendent pas les ciseaux de censeur de Pasqua -- d'ores et déjà, ils s'autocensurent.

Dans toute l'"affaire Abdallah", il n'y a guère que trois faits indiscutables. D'abord, plusieurs assassinats et tentatives d'assassinat de diplomates américains et israéliens en France, de 1981 à 1984. Puis, l'arrestation à Lyon, le 25 octobre 1984, d'un chrétien libanais du nom de Georges Ibrahim Abdallah. Enfin, il y a la série d'attentats à la bombe indiscriminés qui ont ensanglanté Paris de décembre 1985 à septembre 1986. C'est tout. Le reste, ce sont les "informations" que la presse bourgeoise puise auprès de ses "sources bien informées", autrement dit qui sont mitonnées par les diverses officines policières et barbouzières françaises: revendications des attentats par de mystérieux "groupes" ("FARL", "CSPPA"), "révélation" en tous genres sur la personnalité et le rôle d'Abdallah, les "liens bien connus" entre tel et tel prétendus groupes, les services secrets syriens, iraniens, libyens, etc. Le tout, évidemment, fluctuant au gré des manœuvres de la diplomatie française au Proche-Orient, des pressions américaines sur le gouvernement Chirac et des obscurs desseins des différents services secrets, pour devenir après malaxage par les médias un feuilleton à rebondissements où les élucubrations policières les plus grotesques sont présentées comme des faits tangibles. Et c'est aussi sinistre que ridicule,

car l'impérialisme français et sa presse aux ordres voudraient habituer la population à prendre pour argent comptant un bourrage de crânes digne du temps de guerre. Dans un tel climat, Pasqua-Pandraud ont beau jeu d'encourager ouvertement la suspicion et la délation généralisées.

LES TERRORISTES D'ETAT QUI NOUS GOUVERNENT

Toute cette affaire pue la manipulation policière. Nous ne pouvons que répéter ce que nous écrivions au moment de la vague d'attentats de septembre dernier: "Qui se cache derrière le sigle 'CSPPA'? Nous ne pouvons le savoir. Mais ce genre de groupuscule cache assez souvent un service secret -- et nous n'excluons ni les fascistes, ni la CIA, ni le Mossad. Ce qui importe, c'est que ces attentats sont indéfendables et criminels" (*le Bolchévick* n°66, septembre 1986). Nous insistions également qu'Abdallah n'a pas répudié ces attentats criminels, alors même que le "CSPPA" réclamait sa libération. Nous ne savons pas qui est Abdallah, mais ça, plus le fait qu'il ait pris comme avocat Jacques Vergès, le défenseur du tortionnaire nazi Barbie, ça ne sent pas très bon non plus.

Il s'avère d'ailleurs qu'il y avait un troisième défenseur d'Abdallah, Robert Boyer, jésuite et avocat au barreau de Lyon, et qui a lui aussi en commun avec Vergès la douteuse distinction d'avoir été l'avocat de Barbie (*Lyon-Libération*, 13 mars).

Abdallah a été "jugé" pour l'exécution de deux "diplomates" dont tout le monde admet qu'il s'agissait de responsables des services secrets de leur pays respectif. "Le lieutenant-colonel Ray abattu en janvier 1982 à Paris était certes quelqu'un d'important. Selon une source française bien informée, il appartenait au service de renseignements militaire DIA (Defence Intelligence Agency)" (*l'Humanité*, 24 février). Quant à Yacov Barsimentov, il est présenté par les journalistes bénéficiant des confidences policières/barbouzières comme un important responsable du Mossad. Nous, trotskystes, ne pleurons pas ces gens qui -- à supposer qu'ils n'aient pas été eux-mêmes des tueurs à gages -- étaient tout au moins des architectes du terrorisme d'Etat des Etats-Unis et de leurs alliés sionistes.

Le terrorisme d'Etat impérialiste n'est pas l'apanage d'Israël et des

Etats-Unis. Mitterrand et son ministre de la guerre d'alors Hernu portent ainsi la responsabilité directe, entre autres crimes impérialistes, de l'assassinat d'un militant de l'organisation écologiste Greenpeace par des barbouzes de la DGSE (les "Turenge") dans le port néo-zélandais d'Oakland en juillet 1985. Et combien d'autres "coups tordus" les tueurs à la solde de l'Etat français ont-ils commis rien que sous les gouvernements successifs de Mitterrand, depuis Mauroy-Fiterman jusqu'à Chirac?

L'"ANTITERRORISME" MOT DE CODE POUR L'ANTISOVIEUISME EN MEDITERRANEE

La leçon du procès Abdallah, c'est que le consensus "antiterroriste" permet de faire passer, presque sans protestations, les machinations policières-judiciaires les plus monstrueuses. C'est que la croisade "antiterroriste" actuelle s'est ajoutée à la campagne antisoviétique hystérique menée à partir de la fin des années 70 par le PS autour de l'Afghanistan puis de la Pologne, au nom des "droits de l'homme" et de la "démocratie" -- et avec le modeste concours des larbins d'"extrême-gauche" de la social-démocratie. Il s'agit pour la bourgeoisie française de susciter une union sacrée contre un mythique "complot terroriste international" visant à "déstabiliser les démocraties occidentales" et dont les ficelles seraient évidemment tirées depuis Moscou. La première tentative sérieuse de faire gober à la population ce délire antisoviétique a été la campagne de presse autour du soi-disant "complot bulgare" pour faire assassiner le pape par un fasciste turc qui se prenait pour Jésus-Christ. Aujourd'hui, l'"antiterrorisme" est devenu le mot de code pour l'antisoviétisme en Méditerranée, le prétexte d'une campagne visant les "substituts" de Moscou, les clients du Kremlin dans la région que les impérialistes ont dans le collimateur, et principalement le nationaliste bourgeois Kadhafi que Reagan et Mitterrand-Chirac cherchent ouvertement à renverser. En même temps, l'hystérie "antiterroriste" sert, en France même, d'arme pour tenter d'intimider qui-conque ose se réclamer de la lutte anti-impérialiste et de la révolution prolétarienne en criminalisant l'opposition politique.

Toute l'"affaire Abdallah", d'un bout à l'autre, n'a été qu'une vaste manipulation où les manœuvres

Une révolutionnaire de la Guerre civile américaine

Harriet Tubman: combattante de la liberté des Noirs



Cobblestone

Il est hautement significatif que dans ce sinistre cauchemar de la réaction reaganienne, le téléfilm Amerika, les occupants soviétiques des

Deuxième partie

USA défilent avec des banderoles où on voit Lénine et... Lincoln. Si le premier a libéré les prolétaires, le deuxième avait libéré les esclaves et dans sa pourriture la bourgeoisie américaine répudie tout ce qui a été progressiste dans sa propre histoire.

Cette année, pour le 8 mars, journée internationale des femmes, nous rendons hommage à Harriet Tubman, une femme noire qui a lutté héroïquement contre l'esclavagisme. En effet, comme dit cet article écrit par nos camarades américains, sa vie "est un microcosme de la lutte pour la libération des Noirs au 19e siècle; sa vie reflète directement les questions de l'époque".

Si l'anticommunisme et le racisme des impérialistes les poussent à se retourner contre les acquis des révolutions bourgeoises démocratiques des 18e et 19e siècles, nous nous réclamons de la tradition des combattants antiesclavagistes. Nous, trotskystes, nous nous tournons vers la classe ouvrière multiraciale américaine pour terminer les tâches démocratiques inachevées de la Guerre civile de 1861-1865 avec, comme mot d'ordre, "Achevons la Guerre civile — Pour la libération des Noirs dans une Amérique ouvrière!"

première partie de cet article, publiée dans notre numéro de mars, retraçait la vie de Harriet Tubman jusqu'en 1857, date à laquelle il était devenu évident que ce conflit n'admettait aucun compromis. La seconde partie, ci-dessous, traite de la guerre elle-même, le rôle qu'y ont joué les Noirs et la trahison de la lutte pour la libération noire par la bourgeoisie nordiste. Ainsi il entre dans la série des articles que nous avons déjà publiés sur les révolutions.

Les années passaient, et il semblait aux forces antiesclavagistes que les esclavagistes gagnaient toutes les batailles. Chaque "compromis" accroissait le pouvoir de l'esclavagisme. En 1857, le jugement de la Cour suprême sur l'affaire Dred Scott étendit de fait les frontières de l'esclavage à tout le pays. Le premier juge Roger Taney, un Démocrate du Sud, fit adopter par la Cour la décision que le fait de résider dans un Etat libre ne libérait pas un esclave et que le compromis du Missouri interdisant l'esclavage dans les territoires du Nord était inconstitutionnel. Marx écrivait: "[...] la Cour suprême des Etats-Unis, par sa décision de 1857, abattait toute entrave politique et transformait tous les territoires de la République, présents et futurs, de libres Etats en serres chaudes de l'esclavagisme" (la Guerre civile aux Etats-Unis). Dans une formule restée tristement célèbre, Taney écrivit que les Noirs ne pouvaient à aucun titre prétendre

était une menace directe. Le Sud entravait par tous les moyens possibles la colonisation des territoires par des travailleurs libres, recherchant au contraire de nouvelles terres pour le système de plantations et pour le très rentable trafic des esclaves. Furieux, des colons des Etats libres organisaient leur autodéfense. Quand la loi du Kansas-Nebraska ouvrit le Kansas à l'esclavage sous le mot d'ordre frauduleux de "souveraineté populaire", des bandits venus de l'Etat esclavagiste voisin du Missouri répandirent la terreur et la mort dans toute la région pour empêcher la formation d'un gouvernement de *free soilers*. John Brown et ses partisans, armés de fusils et déterminés à ce que l'esclavage ne triomphe pas, jouèrent un rôle clé dans la victoire finale de la liberté dans le Kansas ensanglanté.

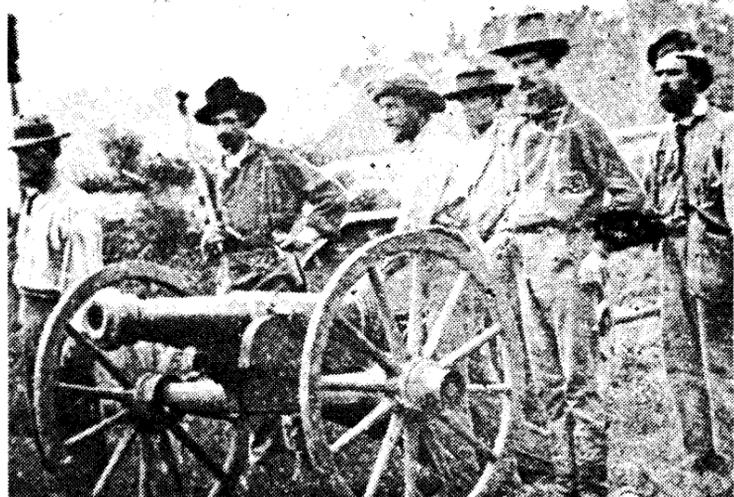
Ce fut peu après que Brown commença à fixer et à exécuter son plan pour déclencher une insurrection des esclaves, afin de fonder une république noire dans le Sud. Quand Brown prit contact, en 1858, avec Gerrit Smith, Frederick Douglass et d'autres (parmi lesquels les "six secrets") et leur exposa son plan pour déclencher une guerre de guérilla contre le régime esclavagiste, ils lui recommandèrent Tubman comme la clé pour recruter des partisans parmi les nombreux affranchis qui s'étaient établis au Canada, hors de portée de la loi sur les esclaves fugitifs. En faisant sortir du Sud des esclaves, elle avait acquis non seulement une expérience militaire inestimable, mais aussi une connaissance détaillée du terrain tout le

ait assisté à la réunion de mai 1858 à Chatham, dans l'Ontario, où Brown et ses partisans discutèrent de la constitution de la nouvelle république noire. Brown, homme austère et religieux peu porté aux superlatifs, écrivit à son fils: "Harriet Tubman a rassemblé toute son équipe en un instant. Ce Harriet est naturellement le meilleur des hommes; que j'ai jamais rencontré. Il y a là l'étoffe la plus abondante; et de la meilleure qualité; dans ce cas; sans le moindre doute" (cité dans Stephen B. Oates, *To Purge This Land With Blood*).

Mais quand vint le moment de déclencher le raid sur l'arsenal fédéral de Harpers Ferry, attaque qui devait marquer le début de la guerre de guérilla, Tubman était malade et ne pouvait être jointe. C'est seulement la maladie, due à ses efforts en première ligne, qui fit qu'elle n'était pas avec Brown à Harpers Ferry. Ainsi Tubman ne fut pas là quand des troupes fédérales envoyées par le président Buchanan et commandées par le colonel Robert E. Lee et le lieutenant J.E.B. Stuart capturèrent Brown et ses hommes. Quelques-uns seulement s'échappèrent; parmi les autres, ceux qui ne furent pas tués sur place furent jugés sommairement et exécutés par les tribunaux expéditifs de Virginie. Avant son exécution, en décembre 1859, les derniers mots de John Brown furent prophétiques: "Moi, John Brown, suis maintenant tout à fait certain que les crimes de ce pays coupable: ne seront jamais expiés; si ce n'est par le sang. Jusqu'à maintenant j'ai pensé: je me suis bercé vainement de l'illusion que sans beaucoup de sang versé; que cela pourrait être fait" (*Ibid.*, souligné dans l'original). Dans le Nord, le martyre de John Brown sera un cri de ralliement pour l'abolition, alors qu'une peur hystérique de l'insurrection tenaillait le Sud et provoquait le lynchage de ceux qu'on soupçonnait d'être des agitateurs. Des années plus tard, Harriet Tubman parlait de Brown en ces termes: "Nous autres Nègres dans le Sud, nous ne l'appelons jamais John Brown; nous l'appelons notre sauveur. Il est mort pour nous."

LES ANNEES DE LA GUERRE CIVILE

Le Parti républicain fut fondé en 1854, à la suite de la bataille pour le Kansas. Pour l'élection présidentielle de 1860, les Républicains présentèrent Abraham Lincoln en tant que candidat modéré capable de recueillir un soutien plus large que les candidats radicaux. Bien que Lincoln s'opposât à l'extension de l'esclavage, sa plate-forme électorale ne demandait pas son élimination dans les Etats où il existait déjà. Lincoln avait explicitement dénoncé le raid de John Brown et avait déclaré que son exécution était juste. Mais il était quand même trop antiesclavagiste pour le Sud, et la sécession de... (finalement) onze Etats amena



Kansas State Historical Society

FREE STATE CONVENTION!

All persons who are favorable to a union of effort, and a permanent organization of all the Free State citizens of Kansas Territory, and who wish to meet upon the 5th day of September, 1855, at Big Springs, in their respective counties, are invited to attend the same, and to bring with them their own arms, and to be prepared to defend their rights, and to be prepared to defend the rights of others.

Big Springs, Wednesday, Sept. 5th '55,

J. E. GOODIN, Secy. **C. ROBINSON, Chairman.**

Les colons libres et abolitionnistes du Kansas se défendirent par le feu et le fer et par l'action politique contre les bandits esclavagistes.

Dans cet article nous avons préféré le terme "Guerre civile" à celui de "guerre de Sécession", couramment utilisé en France — et par les racistes sudistes aux Etats-Unis. On présente souvent à tort cette guerre civile comme simplement une guerre entre les "Yankees" et le Sud. Mais la guerre fit partie de la révolution américaine — la seconde révolution américaine, un conflit irréductible entre deux systèmes sociaux. La

à la citoyenneté américaine d'après la Constitution, parce que les Noirs "n'ont aucun droit que l'homme blanc est tenu de respecter".

Mais beaucoup d'abolitionnistes et de *free soilers* [ceux qui s'opposaient à l'extension de l'esclavage aux nouveaux territoires de l'Ouest] étaient résolus à se battre par tous les moyens. Pour les fermiers *free soilers* de l'Ouest, l'expansion de l'agriculture basée sur l'esclavage

long de l'itinéraire prévu par Brown à travers les Appalaches. Brown alla rencontrer la femme qu'il appelait "le général Tubman" à Saint-Catharines, au Canada; elle se rallia avec enthousiasme à son plan pour armer les esclaves et constituer dans les montagnes des bases d'où mener la guerre contre l'esclavage.

Tubman accepta de recruter des partisans et de collecter des fonds pour ce plan. Il se peut aussi qu'elle

à la formation des Etats confédérés d'Amérique. Le gouvernement du Nord, qui espérait encore un compromis de plus, dut être traîné de force dans la guerre, à laquelle il fut contraint par les canons des esclavagistes à fort Sumter. Pour Lincoln et la majorité de la classe dirigeante du Nord, le but de la guerre n'était pas de mettre fin à l'esclavage mais de réprimer la sécession du Sud.

Là encore, Harriet Tubman vit plus loin, plus tôt: que la guerre pour l'Union devait devenir une guerre pour libérer les esclaves. L'abolitionniste Lydia Maria Child cita ses mots dans une lettre au poète John Greenleaf Whittier (cité dans Harriet Tubman de Conrad): "Ils peuvent envoyer la fine fleur de leur jeunesse, là-bas dans le Sud, mourir de fièvre pendant l'été et de fièvre pendant l'hiver [...]. Ils peuvent les envoyer un an, deux ans, trois ans, jusqu'à ce qu'ils se lassent de les envoyer ou qu'ils soient à court de jeunes hommes. Tout ça ne sert à rien. Dieu est en avance sur M. Lincoln. Dieu ne laissera pas M. Lincoln vaincre le Sud s'il ne fait pas ce qu'il faut. M. Lincoln, c'est un grand homme, et je suis une pauvre nègre. Mais cette nègre peut dire à M. Lincoln comment économiser argent et jeunes hommes. Il peut le faire en libérant les nègres. Supposez qu'il y ait un horrible, énorme serpent ici par terre. Il vous mord. Vous envoyez chercher le docteur pour inciser la plaie; mais le serpent, il s'enroule ici, et pendant que le docteur opère, il vous mord à nouveau ... et il continue jusqu'à ce que vous l'avez tué. C'est ce que M. Lincoln devrait savoir."

Mais pendant les premiers mois de la guerre, Lincoln était opposé à l'abolition de l'esclavage aux Etats-Unis; il était engagé dans une manœuvre militaire et politique pour amadouer les sécessionnistes et les sécessionnistes en puissance et leur faire regagner l'Union. Quand le général John C. Frémont, commandant du secteur ouest, déclara en août 1861 que tous les biens des Missouriens rebelles étaient confisqués et les esclaves émancipés, Lincoln le limogea et annula son ordre. Il fallut deux ans d'humiliantes défaites face aux rebelles pour convaincre Lincoln de la nécessité de libérer les esclaves. Quand il devint clair, fin 1862, que le Nord ne pourrait gagner la guerre d'une autre manière, il entreprit de publier la "Proclamation d'émancipation" -- mettant ainsi finalement un terme à l'esprit de compromis qui avait immobilisé le Nord: "Que le premier jour de janvier de l'an de grâce mille huit cent soixante trois, toutes les personnes retenues comme esclaves dans un Etat ou dans une partie désignée d'un Etat, dont la population sera alors en rébellion contre les Etats-Unis, seront désormais et à jamais affranchies; et que le gouvernement exécutif des Etats-Unis, y compris les autorités militaires et navales, reconnaîtra et défendra la liberté de telles personnes et ne se livrera à nul acte ou nuls actes, visant à réprimer les efforts desdites personnes, ou quelqu'une d'entre elles, pourraient faire pour obtenir effectivement leur liberté." Bien que la Proclamation d'émancipation laissât expressément intact l'esclavage dans les Etats loyaux à l'Union comme le Maryland, le 1er janvier 1863 fut un jour de joie parmi tous les antiesclavagistes. Douglass décrivit ainsi sa réaction: "[...] Je considérais la Proclamation, d'abord, et finalement, pour un peu plus qu'elle ne le prétendait, et je vis dans son esprit une vie et une puissance qui allaient bien au-delà de sa lettre. Pour moi, elle signifiait l'abolition complète de l'esclavage partout où le bras fédéral pouvait atteindre le mal, et je vis que son pouvoir moral s'étendrait bien au-delà" (Life and Times of Frederick Douglass).

Presqu'aussi importante que l'émancipation elle-même était la décision du gouvernement de constituer des régiments de soldats noirs. Harriet Tubman elle-même se trouva à proximité immédiate d'une des premières batailles où les Noirs participèrent aux combats: l'attaque héroïque contre le fort Wagner des confédérés, en Caroline du Sud, en juillet 1863.

Harriet Tubman, héroïne de la Guerre civile américaine, savait que la libération des esclaves ne se réaliserait que par le fer et le sang.



New York Historical Society

Ce fut là que le 54e régiment du Massachusetts, le premier régiment de Noirs libres du Nord, commandé par un ami de Tubman, Robert Gould Shaw, démontra à toute la nation le courage et le dévouement des soldats noirs. C'est probablement cette bataille que Tubman décrit avec ces mots épiques: "Alors nous vîmes l'éclair, et c'étaient les fusils; alors nous entendîmes le tonnerre, et c'étaient les canons; alors nous entendîmes tomber la pluie, et c'étaient des gouttes de sang qui tombaient; et quand nous vîmes pour la récolte, ce furent des hommes morts que nous moissonnâmes." Dès lors, les soldats noirs furent jetés dans la bataille sur tous les fronts, faisant pencher la balance de la victoire finale en faveur du Nord contre le régime esclavagiste.

Le fort Wagner était tout près de Port Royal, en Caroline du Sud, où Tubman passa le plus clair des

années de guerre à travailler pour l'armée de l'Union. Une des premières victoires de l'Union avait libéré les luxuriantes Sea Islands des mains des esclavagistes; de là, l'armée de l'Union installa le commandement du secteur sud. Le contrôle du port permettait aux canonnières de l'Union de patrouiller le long de la côte de Savannah jusqu'à Charleston et d'entreprendre un blocus du trafic maritime confédéré, interrompant ainsi le commerce entre le Sud cotonnier et les marchands textiles de Grande-Bretagne. Esclaves en fuite et affranchis venaient se placer sous la protection de l'armée de l'Union. Des abolitionnistes avaient mis sur pied des écoles pour apprendre à lire et écrire aux Noirs, jeunes et vieux.

Là, Tubman travailla au service de l'armée dans de nombreux domaines. Son autorité comme "Moïse" de l'Underground Railroad [chemin de fer clandestin] avait une énorme importance pour convaincre les Noirs émancipés qu'ils pouvaient se fier aux Yankees. Comme infirmière, elle s'occupa d'abord et surtout des Noirs souffrant de malnutrition. Plus tard, elle soigna les soldats, noirs comme blancs, allant d'un camp à l'autre où les hommes mouraient de dysenterie, de variole et de mala-

ria. Elle organisa une blanchisserie et apprit aux femmes à gagner leur vie, tout en gagnant elle-même sa vie en confectionnant des tartes et de la bière la nuit, après une journée de dur labeur. Sa contribution la plus remarquable à la guerre, Tubman la fournit en qualité d'espion et d'éclaireur de l'Union. Le général Hunter, qui commandait Port Royal, avait reconnu ses capacités, trempées par ses années passées dans l'Underground Railroad; sous son commandement, Tubman organisa un service d'éclaireurs et de pilotes de rivière noirs qui surveillaient et patrouillaient la région de la rivière Combahee en Caroline du Sud.

Dans ce domaine, elle fut partie prenante d'une action militaire fameuse sur la Combahee, le 2 juin 1863. Trois bateaux, commandés par le colonel James Montgomery, un vétéran des combats de guérilla

toire américaine: la Guerre civile à partir d'une confédération mal liée d'Etats individuels, forgea une nation moderne. Et cette question de pouvoir politique était sous-tendue par le conflit entre esclavage et capitalisme. La question noire est la cheville ouvrière de l'histoire américaine.

Les industriels du Nord, enfin libérés de l'opposition des esclavagistes, ne perdirent pas de temps. En 1869, le chemin de fer transcontinental était terminé. Un tarif douanier protecteur stimula la croissance de l'industrie américaine. Le Homestead Act de 1862 permit la colonisation libre des vastes territoires de l'Ouest.

Mais en 1865 la question cruciale était de savoir quelle position les esclaves récemment libérés devraient occuper dans la société américaine. La politique conciliatoire initiale du gouvernement fédéral sous Andrew Johnson fut combattue avec acharnement par les Républicains radicaux dirigés par Thaddeus Stevens et Charles Sumner. La législation du Congrès assura aux Noirs la complète égalité politique: les 13e, 14e et 15e amendements à la Constitution sont la codification législative des acquis de la Guerre civile. L'esclavage fut éliminé de la Constitution américaine, et la loi fit des Noirs des citoyens à part entière. Le 15e amendement, ainsi que le Civil Rights Act de 1866, furent adoptés pour fournir une protection fédérale aux Noirs contre la violence contre-révolutionnaire dans le Sud. L'armée interracial de l'Union faisait respecter les droits des Noirs à la pointe des baïonnettes.

Mais les bases sur lesquelles devait reposer l'égalité des Noirs ne furent jamais établies: seules la confiscation des vastes plantations des ex-esclavagistes et leur distribution aux ex-esclaves auraient établi la base économique sans laquelle l'"égalité" resta une formalité légale. Ayant réalisé leur révolution contre l'esclavage -- la dernière grande révolution bourgeoise



Library of Congress

Les troupes noires firent pencher la balance de la victoire en faveur de l'Union dans la Guerre civile américaine. Un groupe de soldats du "107th US Colored Infantry" à Fort Corcoran près de Washington.

du Kansas et un camarade de confiance de John Brown, menèrent un raid en profondeur en Caroline du Sud, un coup qui préparait la marche de Sherman sur la Georgie. Le journal Commonwealth de Boston décrivit ainsi cette bataille: "Le colonel Montgomery et sa valeureuse escouade de 300 soldats noirs, guidés par une femme noire, se ruèrent en pays ennemi, portèrent un coup audacieux et efficace, détruisant pour des millions de dollars de denrées, de coton et de demeures luxueuses, et portant la terreur au coeur de la rébellion, ramenèrent près de 800 esclaves et pour des milliers de dollars de biens, sans perdre un seul homme ni souffrir une égratignure." Les esclaves libérés furent ramenés à Port Royal, où les hommes valides furent enrôlés dans le régiment de Montgomery.

LA RECONSTRUCTION TRAHIE

A la fin de la guerre, en 1865, plus de 600 000 Américains étaient morts -- presque autant que le nombre total d'Américains tués dans toutes les autres guerres du pays. Il fallut cette conflagration sanglante pour résoudre deux questions clé de l'his-



Library of Congress

John Brown -- Son raid héroïque contre l'arsenal de Harpers Ferry en 1858 marquera le début de la Guerre civile.

-- les capitalistes du Nord abandonnèrent les Noirs à leur sort. Bien qu'ils aient pu être contre la propriété privée de la chair humaine, les capitaines d'industrie de la fin du 19e siècle s'allièrent aux propriétaires terriens du Sud pour la propriété privée des moyens de production. Même le plus élémentaire des droits politiques, le droit de vote, était

Suite page 8

Harriet Tubman ...

Suite de la page 7

à cette époque refusé à toutes les femmes, blanches comme noires. La réaction capitaliste découlait de l'incapacité, inhérente à un système basé sur la propriété privée des moyens de production, d'éliminer la pénurie, la source économique de toute inégalité sociale. Seule l'abolition de la propriété privée extirpera les racines sociales de l'oppression raciale et sexuelle.

La reconstruction radicale fut anéantie au cours d'une contre-révolu-

sion rurale se développa pour remplacer les plantations esclavagistes. Le système de "Jim Crow", fait de ségrégation et de privation des droits politiques, fit des esclaves libérés des métayers soumis à la pauvreté et à l'oppression.

Harriet Tubman a certainement subi la trahison de la lutte pour la liberté des Noirs. A la fin de la guerre, âgée de près de 50 ans, elle pouvait enfin rentrer chez elle à Auburn, dans l'Etat de New York. Epuisée par ses années de travail, sujette à des accès de maladie de plus en plus fréquents, et avec une famille qui avait besoin de son soutien, sa vie politique active était pratique-

ne croiriez pas qu'après que j'ai servi le drapeau si fidèlement, je dois trouver la misère dans ses plis." Elle ne reçut pas un sou avant la mort de son second mari, Nelson Davis, en 1888; on lui accorda alors 8 dollars par mois. En 1899, alors qu'elle avait presque 80 ans, le gouvernement reconnut quelque peu les services qu'elle avait rendus à l'Union. Elle reçut une pension complète, dont elle employa une grande partie pour fonder un asile pour Noirs âgés indigents, asile baptisé en l'honneur de John Brown. Harriet Tubman mourut en 1913, à plus de 90 ans.

FINIR LA GUERRE CIVILE!

A l'époque de la réélection de Lincoln, en 1864, l'Association internationale des travailleurs, dont Karl Marx était un des dirigeants, envoya au président une lettre de félicitations: "Dès le début de la gigantesque bataille engagée en Amérique, les ouvriers d'Europe ont senti que les destinées de leur classe dépendaient du drapeau étoilé [...]. Lorsque l'oligarchie de 300 000 esclavagistes a osé, pour la première fois dans les annales du monde, inscrire le mot 'esclavage' sur le drapeau d'une rébellion armée, lorsque sur les lieux mêmes où était née pour la première fois, il y a près de cent ans, l'idée d'une grande république démocratique, où la première déclaration des droits de l'homme avait été proclamée et où fut donnée la première impulsion de la révolution européenne du XVIIIe siècle; [...] la classe ouvrière d'Europe a compris tout de suite [...] que la rébellion des esclavagistes sonnerait le tocsin de toute la croisade de la propriété contre le travail [...].". Mais la bannière étoilée, le fier drapeau de la Guerre civile, est depuis longtemps traîné dans la boue du racisme et de la guerre impérialiste. Seule la classe ouvrière, sous une direction révolutionnaire socialiste, peut sortir l'humanité de la décadence putride qu'est aujourd'hui la société capitaliste.

"Le travail sous peau blanche ne peut s'émanciper là où le travail sous peau noire est stigmatisé et flétri" (Marx). La fin de l'esclavage marqua la naissance du mouvement ouvrier US et des syndicats et l'agitation pour la semaine de 8 heures. Au-

jourd'hui, les Noirs jouent un rôle stratégique dans le prolétariat US. Au fil des ans, une migration massive depuis le Sud rural vers les villes du Nord comme du Sud a transformé la population noire et a fait de cette couche essentiellement rurale et agricole un groupe urbain et industriel. Caste de race-couleur intégrée au bas de l'échelle dans l'économie américaine, les Noirs subissent l'exploitation capitaliste aggravée par une oppression raciale brutale -- pour eux, le "rêve américain" est un cauchemar! En termes marxistes précis, les Noirs sont l'armée de réserve des chômeurs, derniers embauchés, premiers licenciés, une composante économique cruciale du cycle prospérité/faillite du mode de production capitaliste. Ainsi les mots de Marx ne sont-ils aujourd'hui que trop vrais: la lutte pour la libération des Noirs est la lutte pour l'émancipation de tous les travailleurs. C'est la question raciale -- le poison du racisme -- qui entretient la division de la classe ouvrière américaine. Aussi longtemps que le mouvement ouvrier ne prendra pas à son compte la lutte des Noirs, il n'y aura aucune lutte pour aucune émancipation que ce soit -- exactement comme la Guerre civile ne pouvait pas être gagnée sans libérer et armer les esclaves.

Aujourd'hui les opprimés et les exploités doivent se tourner vers le drapeau rouge de la révolution socialiste pour leur libération. La Spartacist League a adopté les mots d'ordre "Finissons la Guerre civile! En avant vers la troisième révolution américaine!" pour exprimer les tâches historiques qui incombent au parti révolutionnaire. Un parti ouvrier qui sera le tribun du peuple combattra pour les intérêts de tous les opprimés. La libération des Noirs et des femmes ne pourra être conquise qu'avec un gouvernement ouvrier qui écrasera le système capitaliste et réorganisera la société sur la base d'une économie socialiste planifiée. Les Harriet Tubman et les Frederick Douglass d'aujourd'hui seront un élément clé de la direction de cette lutte révolutionnaire. Nous rendons hommage à ces grands dirigeants noirs pour le rôle qu'ils ont joué en faisant faire un gigantesque pas vers le jour de la libération.

-- Traduit de Women and Revolution n°32, hiver 1986-87



Workers Vanguard

Finissons la Guerre civile! Le 27 novembre 1982, plus de 5000 manifestants, essentiellement des syndicalistes noirs, se sont mobilisés à l'appel de la Spartacist League pour arrêter une provocation/défilé du Ku Klux Klan à Washington.

tion politique qui dépouilla les Noirs de leurs droits économiques et politiques récemment acquis. La nuit, des bandes de terroristes racistes intimidaient et assassinaient les anciens esclaves; le Ku Klux Klan fut fondé peu après la guerre par d'ex-officiers confédérés. Le compromis de 1877 codifia la revanche contre la Reconstruction: le Parti républicain acheta la présidence de Rutherford B. Hayes en échange du retrait des troupes fédérales du Sud. Au fil des ans une nouvelle forme de représ-

ment terminée. En route vers le Nord, elle fut battue par un contrôleur qui se moqua de sa carte de vétéran de l'armée qui lui donnait droit au transport gratuit. Elle fut jetée dans le compartiment à bagages, sérieusement blessée et humiliée par cette attaque raciste et sexiste. Elle souffrirait des années des suites de cette blessure. Commença alors une bataille de dizaines d'années pour la pension à laquelle trois ans de service au front lui donnaient droit. Tubman fit ce commentaire amer: "Vous

La tragédie du ferry britannique

La libre entreprise coule le "Free Enterprise"

Environ 134 passagers et membres d'équipage ont péri dans le naufrage du ferry-boat *Herald of Free Enterprise* qui a chaviré le 6 mars juste à la sortie du port belge de Zeebrugge. Il s'agit de la pire catastrophe maritime qu'ait connue la Grande-Bretagne en temps de paix depuis le naufrage du *Titanic* en 1912.

Une catastrophe -- mais pas le fait de la fatalité. C'est en réalité l'horrible conséquence de l'utilisation d'un navire de conception notoirement

dangereuse et ensuite du non-respect d'une des règles les plus élémentaires de la sécurité maritime: s'assurer de la fermeture hermétique des portes et panneaux du navire avant de quitter le quai. L'armateur du navire, Townsend Thoresen, a d'abord essayé de prétendre que "d'une manière ou d'une autre" "les portes [d'embarquement] ont dû s'ouvrir". Mais des survivants du drame ont témoigné -- et ce point a été confirmé par une première enquête -- que le ferry a pris de la vitesse à la sortie du port avant que l'équipage ait pu fermer les portes sur le pont inférieur, lesquelles étaient apparemment bloquées. Le bateau est devenu une écope géante et a été rapidement déstabilisé par l'eau qui s'est engouffrée et accumulée à babord. En moins d'une minute, le vaisseau a chaviré sans qu'il soit possible de mettre les canots de sauvetage à la mer. Après coup, des responsables du port ont admis que quitter le quai sans s'être assuré de la fermeture des portes était une procédure standard pour les compagnies qui cherchent à faire de l'argent plus vite en réduisant les temps de rotation.

D'après un reportage, les quais de Zeebrugge sont parmi les plus bas de la Manche; on pompe de l'eau dans les ballasts avant pour faciliter l'embarquement des voitures et des camions. L'enquête a confirmé que le ferry est parti "légèrement incliné

vers l'avant, ce qui a dû accentuer l'effet d'écopage de la proue". Si davantage de gens n'ont pas péri, c'est grâce aux efforts héroïques de l'équipage pour les sauver. La moitié des 84 membres de l'équipage ont trouvé la mort, beaucoup pour être restés trop longtemps dans l'eau. Un marin interviewé au siège du National Union of Seamen [syndicat national des marins] à Douvres expliquait: "C'est l'eau glacée qui les a tués [...]. Ils sont morts parce qu'ils sont restés pour aider les autres" (*Guardian* de Londres, 11 mars).

Moins de 24 heures après la catastrophe, les ingénieurs maritimes confirmaient un fait bien connu: la conception des ferry-boats, adoptée pour accélérer l'embarquement -- c'est-à-dire pour réduire les coûts -- est notoirement peu sûre. Un journal britannique fera remarquer le fait incroyable que ces navires ont le même défaut de conception fatal que le *Titanic*: "Il serait juste de nous rappeler la plus célèbre catastrophe de la marine marchande, car c'est elle qui a imposé un principe fondamental dans la construction des navires en acier: que des cloisons étanches (des murs d'acier) doivent être disposées transversalement à intervalles réguliers, depuis le bas de la coque jusqu'au pont supérieur. L'incouable *Titanic* possédait ce type de cloisons, mais elles ne montaient pas suffisamment

haut. Les navires rouliers (ro-ro) sont la première grande catégorie de navires de commerce à ignorer cet axiome [...]. Si jamais l'eau pénètre dans ces compartiments en forme de boîte, en quelque quantité que ce soit, elle peut provoquer une gîte fatale et le roulier chavire en quelques instants" (*Guardian* de Londres, 9 mars). En 1980, un rapport du Conseil maritime de l'ONU soulignait que ces navires rouliers sont victimes de deux fois plus de naufrages que les autres navires; au cours des vingt dernières années, 35 d'entre eux ont chaviré.

Pourquoi donc construit-on des navires conçus encore plus mal que ce qui s'est révélé il y a presque 75 ans de cela mortellement dangereux. La réponse est donnée par les noms des principaux ferry-boats de la Townsend Thoresen: le *Herald of Free Enterprise* [hérald de la libre entreprise], le *Spirit of Free Enterprise* [esprit de la libre entreprise], et le *Pride of Free Enterprise* [fierté de la libre entreprise]. Et maintenant le gouvernement britannique a trouvé un usage nouveau et macabre pour les rouliers: les transformer en navires prisons pour enfermer les immigrants noirs et asiatiques à qui on refuse le droit d'entrer en Grande-Bretagne. Tels sont l'aiguillon du profit et le système décadent du capitalisme.

-- Traduit de Workers Vanguard n°424

LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous!



30F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40F (par avion: 60F)
Etranger: mandat poste international
Ecrire au Bolchévik:
B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

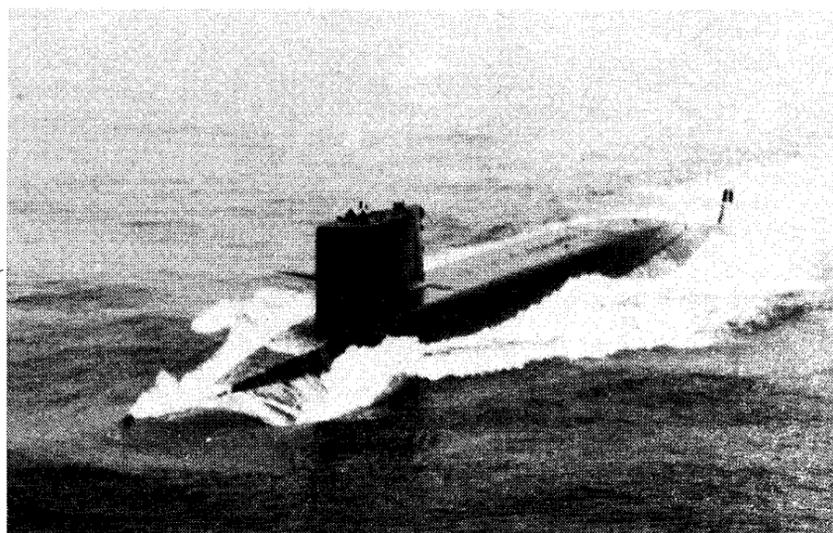
A bas la force de frappe !

Surenchère antisoviétique: tel a été depuis 1981 le maître mot de la politique internationale de Mitterrand. Au cours de la campagne électorale de 1981, il avait dénoncé Giscard pour avoir été trop conciliant avec les Soviétiques -- le "salaire de Varsovie". A peine élu, il mènera campagne tambour battant pour l'installation en Europe des missiles de première frappe Pershing 2 de l'OTAN, dénonçant avec véhémence le mouvement pacifiste allemand comme la dupe du Kremlin, une attitude que son ex-ministre de la guerre Hernu vient récemment de résumer par cette formule lapidaire: "Pourquoi le national-neutralisme de la RFA serait-il mieux que le national-socialisme?" (*l'Humanité*, 19 mars).

Surenchère antisoviétique toujours avec la réaction de Mitterrand -- parfaitement d'accord là-dessus avec Chirac -- aux propositions de Gorbatchev pour le démantèlement des missiles "à portée intermédiaire" (Pershing, missiles de croisière et SS 20) en Europe: pas question de toucher à ma force de frappe, et si les Soviétiques veulent vraiment négocier, ils doivent commencer par faire encore plus de concessions, sur les missiles à courte portée, sur les forces conventionnelles. Tout en insistant que la France n'est pas concernée dans les négociations en cours, ce qui veut dire que les missiles Hadès seront déployés, l'arme "à neutrons" développée. Et malheureusement, il semble bien que Gorbatchev soit effectivement disposé à ne pas s'arrêter au démantèlement des SS 20. Au cours d'une conférence de presse, Vadim Loguinov, vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, a ainsi déclaré le 25 mars: "Dès qu'un accord sur les armes de portée intermédiaire sera obtenu, nous sommes prêts à ouvrir

des pourparlers sur tous les autres missiles, y compris les missiles tactiques à courte portée" (*le Monde*, 27 mars). Et le même jour, les sept ministres des Affaires étrangères des pays du pacte de Varsovie, réunis à Moscou, affirmaient "leur détermination d'oeuvrer pour parvenir à une réduction substantielle des forces armées et des armements classiques en Europe de façon que ces réductions atteignent d'ici le début de la prochaine décennie 25% par rapport au niveau actuel" (*Ibid.*)

Si la bourgeoisie française et Mitterrand-Chirac font la fine bouche devant les concessions de Gorbatchev, le PCF s'y accroche avec l'énergie du désespoir et presse Mitterrand-Chirac de "désarmer": "Le président se prononce en faveur de la négociation. Chiche! [...] Chiche d'inscrire la France sur la voie du désarmement en arrêtant, comme le proposent les communistes, les essais nucléaires de Mururoa. Chiche de faire jouer à notre pays un rôle dynamique et de force de proposition dans le respect de son indépendance et de sa souveraineté" (*l'Humanité*, 11 mars.) "Inscrire la France sur la voie du désarmement"? Alors que les ministres du PCF occupaient des strapontins dans le gouvernement qui décidait, en juillet 1981, la construction du septième sous-marin nucléaire lance-missiles (SNLE), alors que les députés du PCF votaient les budgets militaires quand Mitterrand-Hernu poursuivaient le programme de "modernisation" des SNLE engagé sous Giscard -- un programme au terme duquel le nombre de charges nucléaires portées par les missiles stratégiques français (sans parler des bombardiers et des Pluton) passera de 98 à 514. Un fameux "acquis du 10 mai"! Et ce social-patriotisme nucléaire n'est pas



ECP Armées

Le SNLE Foudroyant -- Les missiles nucléaires des sous-marins de la force de frappe sont braqués en permanence sur les grandes villes soviétiques.

compris dans les "25 ans d'erreurs" de Marchais. On peut par exemple lire dans *l'Humanité* du 27 mars une apologie en règle de la guerre des étoiles "à la française": "André Giraud a révélé que le futur satellite d'observation militaire 'Hélios' sera doté d'un équipement électronique destiné à identifier les caractéristiques des radars adverses. Ces données seront nécessaires au futur missile stratégique 'M 5' qui est en cours d'étude, a-t-il expliqué. Que la France se dote enfin d'un satellite d'observation qui lui permettra de s'affranchir des renseignements plus ou moins exacts que veulent bien lui fournir les Etats-Unis correspond à un souhait que le PCF avait formulé il y dix ans."

Après avoir tenu l'étrier électoral à Mitterrand en 81, après avoir participé pendant trois ans à son

gouvernement, après avoir avalé force couleuvres antisoviétiques, les dirigeants du PCF se retrouvent aujourd'hui discrédités, affaiblis et isolés dans le ghetto de la guerre froide. Leur enthousiasme actuel pour les propositions de "désarmement" de Gorbatchev -- en fait des concessions soviétiques qui affaibliraient dangereusement l'URSS face aux bellicistes impérialistes de Washington, de Paris et de Londres -- n'a rien à voir avec une opposition de classe aux préparatifs de guerre de la bourgeoisie française. Ce qui les anime, c'est l'espoir qu'une nouvelle période de "détente" leur ouvrirait la perspective d'une nouvelle alliance de collaboration de classe. Car Marchais et Cie sont comme ces vieux chevaux de corbillard à la retraite qui retrouvent inlassablement le chemin du cimetière.

Gorbatchev...

Suite de la page 1

acharné écrivait récemment: "Même un bon accord [sur les missiles] serait une erreur, car la racine du problème n'est pas les armes nucléaires" (*New York Times*, 10 octobre 1986). Non, le fond de la question c'est révolution et contre-révolution. Pipes ne fait pas de mystère sur ses objectifs: renverser l'économie collectivisée d'Union soviétique -- produit de la Révolution bolchévique de 1917 -- et y restaurer le capitalisme de "libre marché". Mais l'URSS est trop forte militairement et son peuple trop loyal pour que l'impérialisme se risque à une attaque frontale. Au lieu de cela, la stratégie c'est de s'en prendre à la périphérie du pouvoir soviétique. Dans les années cinquante, John Foster Dulles appelait ça le "rollback" (refoulement). Aujourd'hui, ça s'appelle la "doctrine Reagan" d'exportation de la contre-révolution.

La campagne de guerre contre l'Union soviétique est soutenue aux

Etats-Unis par le Parti républicain et le Parti démocrate. Adelman, chantre du "contrôle des armements", résume ainsi les buts immédiats de la "doctrine Reagan": forcer Moscou à mettre fin à l'occupation soviétique de l'Afghanistan, au soutien militaire des régimes en Angola, Cambodge et Nicaragua" (*Washington Post*, 13 novembre 1986). En d'autres termes, la course aux armements est utilisée comme moyen de pression sur la Russie pour qu'elle abandonne l'Afghanistan aux fanatiques musulmans armés par la CIA, qu'elle laisse tomber l'héroïque peuple vietnamien qui infligea à l'impérialisme américain la plus grande défaite de son histoire, qu'elle laisse les bouchers de l'apartheid s'emparer de l'Angola et qu'elle cesse son aide au Nicaragua sandiniste dans sa lutte contre les *contras* de Reagan.

Pour les impérialistes, le test pour jauger le "désir de paix" de Gorbatchev réside dans la volonté de ce dernier d'abandonner l'Afghanistan, sur son flanc Sud, aux mains des "combattants de la liberté" qui abattent les instituteurs qui osent

apprendre à lire aux petites filles. Gorbatchev caractérise la guerre en Afghanistan de "blessure ouverte" et il a, à plusieurs reprises, déclaré son intention de retirer toutes les troupes soviétiques dans un délai relativement proche. L'armée afghane, entraînée par les Russes et confortée par un soutien populaire à des mesures démocratiques telles que la terre à ceux qui la travaillent, pourrait peut-être en finir toute seule avec les moujahids. Mais chaque jour grandit le danger que la direction soviétique vende l'Afghanistan pour une illusoire "coexistence pacifique" avec Washington. Après avoir rencontré Gorbatchev, au mois de février, Kissinger écrivait: "Je suis arrivé à Moscou persuadé que l'URSS ne permettrait jamais le renversement d'un régime mis en place par le pouvoir soviétique. [...] Je n'en suis plus si sûr. Nos hôtes soviétiques ont insisté sur leur désir de retrait total. Ils ont également affirmé leur intention de voir se former un gouvernement de réconciliation nationale qui inclurait des représentants des groupes de guérilla" (*Newsweek*, 2 mars).

Nous, trotskystes, nous disons: Salut à l'Armée rouge, étendez les acquis de la Révolution bolchévique aux peuples afghans!

La bureaucratie du Kremlin pêche et essaye de pratiquer la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme depuis Staline et sa théorie nationaliste et réactionnaire du "socialisme dans un seul pays". Le régime de Gorbatchev revient sans cesse sur ce thème. S'adressant le mois dernier devant un parterre de célébrités réunies à Moscou pour la kermesse "antinucléaire", le dirigeant soviétique déclarait: "Devant mon peuple, devant vous et devant le monde entier, je déclare en toute responsabilité que notre politique internationale est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure, par l'intérêt que nous avons à nous concentrer sur notre travail d'édification afin de perfectionner notre pays" (*Moscow News*, 1er mars). Dans les derniers dix ans, l'impérialisme US a cherché à intimider l'URSS, à coups de menaces et de provocations, pour l'obliger à se retirer de la scène internationale. Pas étonnant que cette déclaration ait été accueillie avec satisfaction à Washington.

Si Gorbatchev n'a pas abandonné Reagan, il fait aussi appel à des capitalistes, des politiciens occidentaux, à des vedettes, à des vedettes et autres stars. Le "Forum international pour un monde sans armes nucléaires, pour la survie de l'humanité" qui s'est tenu à Moscou le mois dernier, représente une tentative de mettre en place un front populaire global pour "la paix". Il y avait là quelque 250 hommes d'affaires, 215 hommes d'église, des centaines de scientifiques et d'artistes, et une poignée de généraux de l'OTAN à la retraite. Pendant quelques jours, Moscou est devenue l'endroit à la mode.

A part Gorbatchev, une des super-
Suite page 10



DPA



Haqiqat Enqelab Sawyer

En Afghanistan, les égorgeurs islamiques armés par la CIA abattent les instituteurs qui apprennent à lire aux jeunes filles (à gauche). A droite: des soldats soviétiques à Kaboul. Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! Etendez les acquis sociaux de la révolution bolchévique aux peuples afghans!

Gorbatchev...

Suite de la page 9

stars de la kermesse c'était Sakharov, un homme qui, dans le passé, demandait aux USA de déployer les missiles MX (une arme reconnue comme de première frappe) et d'exercer un chantage économique sur l'URSS pour la forcer à se retirer d'Afghanistan. Il est possible qu'avant de le libérer de son confortable exil intérieur, Gorbatchev ait réussi à le retourner et à l'éloigner de ses patrons à Washington. Durant la conférence, on a vu Sakharov argumenter contre la "guerre des étoiles" de Reagan et applaudir le nouveau dirigeant soviétique. Cependant, il s'est aussi prononcé en faveur de la collaboration soviétique avec l'impérialisme et pour le statu quo global: "Il faut un règlement des conflits régionaux sur la base d'un compromis et de la restauration de la stabilité partout là où elle a été rompue. Le soutien aux entreprises de déstabilisation, aux forces extrémistes et à tous les groupes terroristes doit cesser" (Time, 16 mars). Les "groupes terroristes", c'est le nom que donnent Reagan et ses alliés aux mouvements de libération dans le monde. Les dirigeants racistes d'Afrique du Sud cataloguent l'ANC comme un "groupe terroriste"; les sionistes disent de même à propos de l'OLP. A son crédit, l'URSS a fourni des armes à l'ANC et l'OLP. La "stabilité régionale" dont parle Sakharov, c'est l'abandon des Noirs sud-africains et des Palestiniens afin de restaurer la stabilité de deux des régimes les plus meurtriers et racistes dans le monde.

Les dernières professions de foi de Sakharov ne seraient pas si importantes si ce n'était leur convergence avec la ligne de Gorbatchev. Dans sa biographie du dirigeant soviétique, le dissident Medvedev note que le régime de Brejnev avait exploité ses succès internationaux, de la défaite américaine au Vietnam à son aide aux régimes nationalistes africains et aux mouvements révolutionnaires en Amérique latine. Et il remarque avec approbation qu'au contraire, "si on doit juger des intentions de Gorbatchev en politique étrangère au travers du nouveau programme du Parti, il y aura moins d'expansion idéologique de l'URSS dans le futur, comparé à ce qui était promis dans les programmes précédents. [...] Le programme promet solidarité et coopération avec les pays nouvellement libérés" mais pas de nouvelles aides substantielles" (Gorbatchev, 1986).

Toutes les actions soviétiques à l'extérieur au nom de la "solidarité socialiste" ne servent pas la cause du progrès social et de la justice nationale. En particulier, nous condamnons fermement le soutien soviétique à Mengistu, le dirigeant éthiopien, une espèce d'Idi Amin Dada au verbiage gauche qui a écrasé dans le sang un mouvement ouvrier naissant, exterminé une génération entière d'intellectuels radicalisés et qui s'est livré à la terreur génocide contre les Erythréens et autres minorités nationales. Mais les capitales de l'OTAN ne sont pas très préoccupées par l'aide de Moscou à Addis-Abeba. Par contre, elles sont *hautement intéressées* à stopper le soutien limité qu'apporte l'Union soviétique aux luttes nationales et révolutionnaires de l'Asie du Sud-Est à l'Amérique centrale.

LE SPECTRE DU TROTSKYSME

L'"offensive de paix" de Gorbatchev n'est pas un cynique stratagème pour gagner les faveurs de l'opinion occidentale, pas plus qu'elle n'est motivée par l'unique désir de libérer les ressources économiques présentement absorbées par la course aux armements. La bureaucratie a réellement peur d'une guerre nucléaire, et à juste titre. Elle reflète aussi le sentiment généralisé du peuple d'Union soviétique qui aspire profondément et désespérément à la paix. Mais il existe aussi parmi des éléments de la caste dirigeante, de l'intelligentsia et des travailleurs le sentiment que la conciliation, la capitulation devant la "doctrine Reagan", ou que permettre aux impérialistes d'isoler et affamer le Vietnam et de s'emparer de l'Afghanistan, n'est pas la voix de la paix. En février, dans un débat télévisé depuis des studios de Moscou, un célèbre animateur de télévision américain a pu engager une large discussion avec bon nombre de jeunes Soviétiques. Les sujets abordés allaient de l'existence de dieu jusqu'au communisme en passant par la guerre nucléaire, et Phil Donahue n'a pu obtenir d'aucun des participants qu'ils condamnent l'intervention en Afghanistan comme injuste. Gorbatchev voit le trotskysme derrière toute opposition à sa recherche de "coexistence pacifique" avec Reagan. Au congrès du parti en février 1986, il dénonçait les "guerres révolutionnaires" en tant qu'hérésie "trotskyste" et il ajoutait: "Aujourd'hui aussi, nous sommes fermement convaincus que pousser aux révolutions de l'extérieur, et à plus forte raison par des moyens militaires, est futile et inadmissible" (New Times, 10 mars 1986). Les guerres conduites en ce moment

par les Vietnamiens au Kampuchea, l'armée soviétique en Afghanistan, les Cubains en Angola et les sandinistes au Nicaragua sont des actions de résistance à l'exportation de la contre-révolution. Il y a probablement dans la hiérarchie soviétique des gens moins disposés que Gorbatchev à vendre le Vietnam ou l'Afghanistan pour de meilleures relations avec Washington. Pourtant, la réponse à la version gorbatchevienne de la "coexistence pacifique" n'est pas dans le soutien aux éléments "durs" du Kremlin, qui trahiront et affaibliront l'Union soviétique par d'autres moyens.

La réponse réside dans l'organisation des ouvriers du monde par un parti révolutionnaire international pour renverser le système capitaliste fauteur de guerre. Et là, le spectre du trotskysme hante véritablement la bureaucratie soviétique. Témoin un article révélateur écrit par un certain Nikolai Vasetski dans le journal *América Latina* publié à Moscou (n°3, 1986). L'auteur polémique contre un article de septembre 1980 de *Workers Vanguard*, le journal de nos camarades américains, intitulé "Carter/Reagan Nuclear War Fever": "Sur la question cardinale du jour — la défense de l'URSS contre l'agression impérialiste — les trotskystes des Etats-Unis considèrent que le trotskysme se distingue à la fois du pacifisme petit-bourgeois et du réformisme et du centrisme, parce qu'il reconnaît que les 'euromissiles' sont dirigés contre l'Union soviétique.

"Mais après avoir reconnu ce fait évident, ils tirent la conclusion suivante: afin de défendre l'URSS, il est nécessaire de réaliser une révolution permanente mondiale. Les trotskystes américains sont contre tout désarmement qui ne soit pas accompli par les ouvriers eux-mêmes. Dans leur organe de presse, ils disent que la destruction possible du monde par les missiles ou autres composantes de la machine de guerre impérialiste ne peut être évitée que par la victoire de la classe ouvrière à l'échelle mondiale [...].

"Le 'désarmement' façon trotskyste est une feuille de vigne pour cacher des objectifs bien différents pour les dirigeants trotskystes: présenter le trotskysme comme le pôle d'extrême gauche du mouvement antiguerre (opposé au programme supposé réformiste des communistes) afin d'attirer ceux des ouvriers dont la conscience de classe ne suffit pas pour comprendre rapidement l'idéologie trotskyste."

Ce n'est peut-être pas un accident qu'une polémique stalinienne admettant que le trotskysme puisse attirer des ouvriers subjectivement révolution-

naires paraisse dans une publication destinée à l'Amérique latine. Car dans cette partie du monde, la haine de l'impérialisme yankee est très profonde et est presque universellement partagée. La "coexistence pacifique" avec Washington y veut dire les chambres de torture de Pinochet, les escadrons de la mort d'Amérique centrale et la Citibank suçant le sang des ouvriers et paysans. Dans le même temps, une victoire de l'impérialisme US dans son "arrière-cour" aiguillonnerait la campagne de guerre contre l'Union soviétique. A la vérité, comme nous l'avons proclamé, la défense de Cuba et de l'URSS commence bien en Amérique centrale! Et une révolution socialiste en Amérique latine enverrait d'énormes ondes de choc sur le colosse impérialiste du nord, sèmerait la panique à Wall Street et électriserait les millions de travailleurs hispaniques dans les usines et les fermes américaines.

Si Reagan est sur le sable, la classe dirigeante qu'il représente est toujours en selle. Le sort de la patrie de la révolution d'Octobre, l'émancipation des masses laborieuses et opprimées et la survie même de l'humanité sont indissolublement liés à la révolution ouvrière dans les métropoles impérialistes et pardessus tout aux USA. La révolution mondiale n'est pas une utopie, mais la seule réalité qui puisse désarmer le Pentagone. Lénine lui-même rédigea le projet de programme de 1919 pour le Parti communiste russe (bolchévique) qui dénonçait le "désarmement sous le capitalisme" comme une "illusion réactionnaire de démocrates petits-bourgeois", et qui appelait au lieu de cela à "l'armement du prolétariat et le désarmement de la bourgeoisie" et à la victoire contre les capitalistes "tant dans les guerres civiles intérieures que dans les guerres révolutionnaires internationales".

Ce qu'écrivait Trotsky en 1940, quand Staline cherchait à se concilier l'Allemagne nazie reste toujours vrai aujourd'hui alors que les impérialistes préparent une opération Barbarossa nucléaire contre l'Union soviétique: "La Quatrième Internationale ne peut défendre l'URSS que par les méthodes de la lutte de classe révolutionnaire [...]. Nous rejetons absolument la théorie du socialisme dans un seul pays, ce produit cérébral du stalinisme ignorant et réactionnaire. Seule la révolution mondiale peut sauver l'URSS pour le socialisme. Mais la révolution mondiale entraîne inévitablement l'éviction de l'oligarchie du Kremlin." Retour à la voie de Lénine et de Trotsky!

— Adapté de *Workers Vanguard* n°424

LGR...

Suite de la page 3

plus conséquente que le PCF actuel sur le front populaire et la question russe. Et d'énumérer ses accords avec l'exigence du "retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan" ou "la solidarité avec les peuples des pays socialistes qui luttent sous toutes les formes pour une démocratisation de leur système économique, politique et social" — allusion discrète à Solidarnosc, la LCR regrettant quand même que ce dernier ne soit pas mentionné en tant que tel alors que l'est Gorbatchev. La LCR et le Manifeste expriment aussi la même préoccupation de sauver le PS de sa "dérive cohabitationnaire" pour le ramener dans le giron de la politique d'union de la gauche. Avec l'espoir (qui leur avait déjà servi en 1981 d'alibi) de pousser PS et PC à gauche. Ces gens sont incapables de tirer la moindre leçon. Vouloir répéter l'histoire de 81 est une farce, tragique pour le prolétariat!

Dans ses commentaires sur le Manifeste, Bensaïd en personne (qui passe d'ailleurs allégrement sur les références chauvines à "produire français" et à l'"indépendance nationale") tient à préciser qu'un parti révolutionnaire ne peut "s'associer à des expériences de gestion loyale de l'économie capitaliste et de l'Etat". A la place, il propose le soutien

de l'extérieur... comme le PCF en 1936! Mais Bensaïd n'exclut pas par principe la participation à un gouvernement de gauche: la LCR est prête à "s'engager à gouverner avec d'autres sur la base d'une mobilisation unitaire et de mesures conformes aux besoins sociaux urgents" (Ibid.) Et la révolution, camarades — la destruction de l'Etat bourgeois par la violence révolutionnaire? La LCR a déjà tenté d'escamoter la muraille qui sépare réforme et révolution avec son verbiage sur l'"autogestion" ou la "stratégie de rupture avec le capitalisme". Elle qualifie maintenant de "rupture avec le réformisme" (Rouge n° 1246, 26 février-4 mars) le Manifeste qui se conclut par un appel "à la révolution [sic] démocratique et pacifique dont la France et l'Europe ont besoin". Au terme d'une délicate gymnastique, Bensaïd lâche: "Au-delà, il serait abstrait de poser aujourd'hui comme question de principe le problème de la violence. Mais il est pour le moins hasardeux de ne retenir comme hypothèse [...] que celle d'une 'révolution pacifique et démocratique'" (Critique communiste n° 61, mars). Serait-ce donc une hypothèse valable? La différence entre Juquin et Krivine est que le premier rejette explicitement la révolution socialiste et que le second ne la reconnaît plus qu'en paroles, et encore: du bout des lèvres.

Krivine et Mandel ont depuis quelques années fait avaler à leurs militants des choses aussi répugnantes

que Khomeiny, Walesa ou Mitterrand. La liquidation envisagée aujourd'hui dans les "rénovateurs" est un tournant tel qu'il pourrait faire s'insurger des militants qui vomissent à l'idée d'avalier Juquin. Mais il n'y a pas d'opposition trotskyste dans la LCR. La Tendence 3, autour de Lequenne, est même un courant social-démocrate déclaré, rejetant ouvertement léninisme et trotskysme, et qui presse surtout Krivine d'aller plus vite et d'être plus conséquent dans la liquidation. La Tendence pour l'unité ouvrière, regroupée autour de Filoche, et la tendance constituée autour de dix membres du CC et de la commission de contrôle opposent à Krivine et Lequenne l'impasse, la première d'une politique lamberttoïde de front unique stratégique, la seconde d'une ligne aux forts relents économistes et qui ne cache d'ailleurs pas ses sympathies pour LO. Et tous se retrouvent pour soutenir le front populaire et refuser de défendre l'URSS contre les menaces impérialistes.

ROMPRE AVEC LE PABLISME!

L'autodissolution envisagée maintenant par la majorité des dirigeants de la LCR est l'expression la plus crue du pablisme: la liquidation érigée en méthode. Au début des années cinquante, Pablo et Mandel, alors dirigeants de la Quatrième Internationale, liquidèrent l'Internationale révolutionnaire fondée par Trotsky.

Abandonnant toute confiance dans les capacités révolutionnaires du prolétariat et dans le programme trotskyste, le pablisme consiste en une recherche systématique de forces soi-disant capables de faire office de parti révolutionnaire. A l'époque, c'étaient principalement les PC. Aujourd'hui, la guerre froide a poussé la LCR et le Secrétariat unifié (SU) de Mandel dans la social-démocratie. Désormais, l'avenir de Krivine, c'est Weber — finir conseiller particulier d'un quelconque Fabius!

La direction de la LCR est d'autant plus prête à tout larguer pour gagner les faveurs des Juquin que la concurrence est sévère et que, depuis la faillite de la "gauche", son organisation, victime de forces centrifuges, connaît une grave crise. Krivine s'est lancé dans une fuite en avant, et tout pourrait bien lui péter entre les doigts. Il joue à quitte ou double. Et si ça rate, la LCR court à l'éclatement — ce qui porterait encore un coup terrible au SU, déjà en bien triste état, et à ses prétentions frauduleuses à être la Quatrième Internationale. Alors que le PCI de Lambert est devenu une officine social-démocrate au service de Bergeron et que la référence de LO au trotskysme reste une anomalie de l'histoire, c'est la tendance spartaciste internationale qui, seule, défend le programme sur lequel s'est constituée la Quatrième Internationale de Trotsky. Pour la renaissance de la Quatrième Internationale!

Palestiniens...

Suite de la page 12

allié du moment de l'OLP). Aujourd'hui, après 12 ans de massacres intercommunautaires, un blitzkrieg israélien sur toute la ligne et une intervention militaire impérialiste directe, les villes du Liban ont l'air d'avoir été bombardées à l'arme atomique tactique.

L'ARENE SANGLANTE LIBANAISE

La boucherie du Liban est le résultat de la politique coloniale de diviser pour régner. La France qui a, avec l'Angleterre, découpé l'empire Ottoman au Proche-Orient après la Première Guerre mondiale, a créé un Liban séparé pour se préserver une base de soutien parmi les chrétiens maronites qui craignaient d'être incorporés à une Grande Syrie à prédominance musulmane. La Convention nationale de 1943 imposa au Liban un gouvernement dans lequel les parts du gâteau étaient distribuées selon les appartenances aux diverses communautés religieuses, les maronites étant le dessus du panier et les musulmans, en particulier les chiïtes, le fond. Les centaines de milliers de réfugiés palestiniens fuyant la terreur sioniste au moment de la consolidation d'Israël en 1948, alimentèrent la poudrière. Des dizaines de milliers d'autres arrivèrent encore au Liban après le massacre du Septembre noir de Jordanie en 1970.

Au milieu des années 70, les pressions à la base ont finalement fait exploser ce fragile système libanais, cette république de banquiers dont les maîtres se gavaient de l'argent du pétrole tout en maintenant les masses dans la plus extrême pauvreté. Au départ, une série de grèves nourries de griefs légitimes contre la domination maronite, l'explosion sociale qui bouillonnait, fut transformée en une sordide guerre civile intercommunautaire par des leaders traditionnels du camp musulman comme Kamal Joumlatt, chef héréditaire de la secte druze. Si un parti révolutionnaire marxiste s'était trouvé à la tête des musulmans libanais et des masses laborieuses palestiniennes, il aurait avancé un programme capable d'attirer les couches chrétiennes pauvres, scissionnant et affaiblissant ainsi



Gamma

Dans les camps palestiniens assiégés par Amal, les deux tiers des tués et des blessés sont des civils, dont beaucoup de femmes et d'enfants.

la base des phalanges fascistes et autres forces réactionnaires maronites. Mais il n'existe pas de véritable parti communiste au Liban.

Le PC libanais est un des plus anciens et, relativement, des plus importants partis communistes du monde arabe. Il a beaucoup de chrétiens à sa direction et une base essentiellement chiïte, ce qui le met dans une position unique pour surmonter la division sectaire et communautaire. C'est pratiquement la seule organisation qui s'étend du Sud-Liban chiïte au nord chrétien et sunnite; il dirige le mouvement syndical et dominait avant 1976 dans plusieurs villes chrétiennes. Mais du fait de sa politique stalinienne, le PC libanais suit sa bourgeoisie depuis un demi-siècle; depuis l'abandon de la lutte pour l'indépendance dans les années 30 et 40, jusqu'au gouffre du communalisme dans les années 70 et 80. Durant la guerre civile de 1975-76, il se subordonna à des confessionnalistes musulmans comme Joumlatt (du soi-disant "Parti socialiste progressiste") dans ce qu'ils ont appelé le Mouvement national libanais. Il a été la cible d'une campagne de massacres par les chiïtes à Beyrouth et dans le sud, mais à Tripoli, il a lui-même participé au massacre, organisé par les Syriens, de la secte sunnite Tahwid (qui avait elle-même assassiné nombre de militants du PC il y a trois ans).

La politique du parti communiste pro-Moscou est le reflet de l'orientation des dirigeants d'Union soviétique, un Etat ouvrier bureaucratiquement

dégénéré. Le Kremlin, qui répudie et craint une révolution prolétarienne au Proche-Orient (et ailleurs), soutient des régimes et des mouvements nationalistes arabes qui finissent toujours par se sauter à la gorge les uns des autres. D'ailleurs, tous ceux qui ont participé aux derniers combats à Beyrouth sont munis d'armes soviétiques! Et bien qu'à Moscou on se targue d'un soutien sans faille à la cause palestinienne, l'Union soviétique a approuvé publiquement l'entrée de l'armée syrienne dans Beyrouth-Ouest dont le but est de briser l'OLP.

POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE AU MOYEN-ORIENT

Tandis que les miliciens d'Amal essaient de faire mourir de faim les Palestiniens dans les camps du Liban, l'Etat sioniste accentue son règne de terreur dans les territoires occupés par Israël depuis la guerre de 1967, comme dans Israël même. En Cisjordanie en décembre dernier, des soldats israéliens ont ouvert le feu sur 200

Abdallah...

Suite de la page 5

secrètes de la diplomatie française au Proche-Orient se mêlent aux "coups tordus" et aux campagnes de désinformation des différents services secrets français. C'est là le fonctionnement de la "démocratie". Il faut une forte dose de cynisme pour prétendre comme Rouge (n°1248, 12-18 mars) à propos de Mazurier que: "La France devient le premier Etat prétendument démocratique à renier aussi ouvertement les règles dont elle se revendique." Dire ça dans le pays de l'affaire Dreyfus et où la torture était institutionnalisée pendant la guerre d'Algérie!

Bien sûr, ces machinations peuvent devenir une arme à double tranchant. La concurrence entre la DST et la police judiciaire a amené cette dernière à lâcher "quelques remarques sceptiques sur la portée véritable des dernières arrestations" du "réseau pro-iranien" (le Monde, 28 mars). Dans son livre *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*, V. Serge raconte un égarement des plans de l'Okhrana, police secrète du tsar russe (et d'ailleurs, formée par les services secrets de la Troisième République): "La provocation, en atteignant une telle ampleur, devint par elle-même un danger pour le régime qui s'en servait et surtout pour les hommes de ce régime. On sait, par exemple, que l'un des plus hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, le policier Ratchkovsky, connu et sanctionné par les projets des exécutions [du ministre] Plevhe et du grand-duc Serge. Stolypine [chef du gouvernement du tsar dans

la période d'implacable réaction qui suivit la révolution de 1905], bien au courant de ces choses, se faisait accompagner dans ses sorties par le chef de la police Guérassimov, dont la présence lui paraissait une garantie contre les attentats commis à l'instigation de provocateurs. Stolypine fut d'ailleurs tué par l'anarchiste Bagrof qui avait appartenu à la police."

V. Serge décrit comment l'écheveau de complots, de mouchardage, de provocations et d'infamies en tous genres de l'Okhrana a été balayé par la révolution d'Octobre 1917: "[...] Les milliers de dossiers de l'Okhrana, les millions de fiches du service de renseignements, les merveilleux graphiques de ses techniciens, les ouvrages de ses savants -- tout ce mirifique arsenal est aujourd'hui entre les mains des communistes russes. Les 'flics', un jour d'émeute, se sont sauvés sous les huées de la foule; et ceux qu'on a pris au collet ont fait un plongeon -- définitif -- dans les canaux de Petrograd; la plupart des fonctionnaires de l'Okhrana ont été fusillés; tous les provocateurs que l'on a pu identifier ont subi le même sort; et nous avons un jour, un peu pour l'édification des camarades étrangers, réuni dans une sorte de musée un certain nombre de pièces particulièrement curieuses prises dans les archives secrètes de la Sûreté de l'Empire... Notre exposition avait lieu dans une des plus belles salles du Palais d'hiver; les visiteurs pouvaient, en s'approchant d'une fenêtre située entre deux colonnes de malachite, feuilleter le livre d'érou de la forteresse Pierre-et-Paul, ténébreuse bastille du tsar, sur les vieilles casemates de laquelle ils voyaient, de l'autre côté de la Néva, flotter le drapeau rouge."

En 1982, à l'appel d'Arafat, légionnaires français, commandos italiens et Marines US désarmaient les combattants de l'OLP à Beyrouth laissant les civils palestiniens sans défense face aux sionistes et aux phalangistes.

Mobaa-Pressa



étudiants qui manifestaient dans la non-violence. Deux étudiants furent tués et au moins onze furent blessés. Le lendemain, les troupes d'occupation frappèrent de nouveau et tuèrent un garçon de 14 ans, soi-disant parce qu'il aurait jeté des pierres. Quelques jours plus tard, ce fut un garçon de 12 ans qui fut trouvé, assassiné soit par des soldats soit par des "colons" israéliens cléricaux-fascistes à qui l'armée fournit des armes automatiques. Ces assassinats étaient tellement évidemment commis de sang-froid et si manifestement patronnés par l'Etat que même le conseil de sécurité de l'ONU les a condamnés par 14 voix contre zéro, les Etats-Unis s'étant abstenus.

Les manifestations se sont rapidement étendues à la bande de Gaza où 550 000 Palestiniens, dont la moitié a moins de 15 ans, vivent sur un territoire de 8 kilomètres sur 43. Là aussi, les soldats israéliens et leurs auxiliaires "colons" ont tiré sur de jeunes Palestiniens, faisant beaucoup de blessés, mais cela n'a rien fait pour calmer les manifestants très virulents. Les Palestiniens de Gaza et les 700 000 autres de Cisjordanie sont des étrangers dans leur propre pays, tout comme les Noirs d'Afrique du Sud, sauf qu'ils ont encore moins de "droits". Comme les dirigeants sionistes ont décidé de faire d'Israël un camp retranché, où l'industrie principale est l'armement, les "sales" boulots (c'est-à-dire ceux qui sont productifs), comme le bâtiment, l'agriculture et les transports incombent de plus en plus aux Palestiniens,

particulièrement la main-d'oeuvre surexploitée des territoires occupés.

Chaque jour, des dizaines de milliers d'ouvriers sont emmenés par camions de ces bantoustans sionistes parce qu'ils n'ont pas le droit de passer la nuit dans "l'Etat juif". Ils paient des impôts et cotisent à la sécurité sociale mais n'en bénéficient pas. Leur argent couvre les frais de l'occupation militaire! Au moins une cinquantaine de milliers d'autres, souvent encore des enfants, sont payés une misère et sont enfermés dans des huttes la nuit. Israël Shahak, un combattant pour les droits civiques israéliens, survivant des camps de la mort de Bergen Belsen, a remarqué qu'on donne pour nourriture à ces travailleurs palestiniens, de la moëlle cuite, exactement ce qu'on donnait aux Juifs dans les camps de concentration nazis durant les derniers mois du Troisième Reich! Fin février dernier, dans un acte courageux de défi à la loi martiale draconienne d'Israël, les charpentiers palestiniens de Gaza (soutenus par des syndicalistes israéliens et des combattants pour les droits civiques), ont créé un syndicat de 400 membres.

Comme le montre l'enquête de l'Iran-contragate, Israël est au premier rang de la campagne de guerre anti-soviétique de l'imperialisme US, faisant son sale boulot dans le tiers monde. En retour, Israël reçoit 3 milliards de dollars par an de l'oncle Sam, dont les deux tiers directement en fournitures militaires. La révélation de Mordechai Vanunu que Israël dispose de 100 à 200 têtes nucléaires signifie que les dirigeants sionistes veulent pouvoir non seulement détruire toutes les capitales arabes mais aussi Moscou et Leningrad. Pour se justifier et "unifier" la nation, un Etat-garnison comme Israël doit toujours être sur le pied de guerre. Et la cible sioniste la plus probable est la Syrie, soutenue par l'Union soviétique. Pendant ce

temps-là, Reagan a sa sixième flotte au large du Liban et apprécierait beaucoup cette diversion militaire. Une guerre entre Israël et la Syrie pourrait rapidement devenir une guerre mondiale nucléaire, surtout avec l'important arsenal nucléaire d'Israël et poserait immédiatement la question de défense de l'Union soviétique et des acquis de la révolution d'Octobre.

L'Etat sioniste, découpé dans le corps du peuple palestinien, n'est pas un havre pour les Juifs, mais un piège mortel. Beaucoup d'Israéliens ne veulent pas vivre en permanence dans un camp retranché, toujours sur le pied de guerre. Et ils ne peuvent pas tous émigrer et conduire des taxis à New York. Ces derniers temps, malgré une répression accrue de la part du gouvernement israélien, on a vu des manifestations conjointes d'Arabes palestiniens et d'Hébreux. La défense des droits démocratiques de tous les peuples du Moyen-Orient nécessite un combat révolutionnaire, avec la classe ouvrière et son parti d'avant-garde à la tête des exploités et des opprimés; un combat qui détruirait l'Etat sioniste, démolirait la structure médiévale pourrie du Liban et balayerait le royaume hachémite de Jordanie et les bonapartes baassistes de Syrie. Le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien, et pour le peuple de langue hébraïque, s'il doit conduire à une véritable émancipation nationale et au progrès social, ne peut se réaliser que dans le cadre d'une fédération socialiste du Moyen-Orient.

-- Traduit de Workers Vanguard n°424

Israël, la Syrie et Amal alliés dans le sang

Les Palestiniens massacrés dans les camps

Cela fait des dizaines d'années que les nationalistes arabes et leurs supporters dans la gauche du monde entier, encensent la résistance palestinienne et voient en elle l'avant-garde de la "révolution arabe" contre le sionisme et l'impérialisme. Mais en fait, tous les gouvernements arabes, que ce soient les monarchies féodales, les régimes militaires "radicaux", les Etats clients de l'URSS ou ceux de l'Occident, tous ont trahi le peuple palestinien chassé de ses terres et ont cherché à écraser ses militants armés: le massacre du Septembre noir du Roi Hussein de Jordanie; le siège de Tell-el-Zaatar en 1976, par les chrétiens maronites soutenus par la Syrie baassiste; l'invasion du Liban par Israël en 1982, lors de laquelle le monde arabe tout entier est resté sans rien faire, laissant l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) affronter seule la puissante machine de guerre sioniste. Cette fois encore, les événements sanglants du Liban, de la Cisjordanie et de Gaza remettent en lumière la "sainte" alliance des impérialismes occidentaux, des sionistes et des dirigeants arabes contre le peuple palestinien.

Lors de l'invasion du Liban par Israël, Henry Kissinger, ce criminel de guerre impérialiste, exultait: "Aucun gouvernement arabe n'a donné de soutien autre que verbal aux Palestiniens en lutte, et même cela manquait de la passion traditionnelle. Même la Syrie est restée passive tant que ses propres forces n'ont pas été attaquées directement, et ils ont négocié un cessez-le-feu séparé alors que l'OLP se faisait détruire systématiquement" (Washington Post, 16 juin 1982). Les forces palestiniennes au Liban ont depuis réussi à se regrouper et se renforcer, en partie du fait de

Au Sud-Liban et à Beyrouth, la milice chiite Amal assiège les camps palestiniens, affamant les rescapés de Sabra et Chatila.



Reuter

la répression féroce de l'Etat sioniste en Cisjordanie et à Gaza d'où l'exode des Palestiniens expulsés de leur pays continue. On estime que la moitié des 12000 combattants de l'OLP chassés du Liban en 1982 sont revenus depuis. Mais le mouvement chiite Amal, qui est le principal bénéficiaire de l'invasion d'Israël et de son retrait, est déterminé à empêcher la restauration de forces armées palestiniennes au Liban. Ce qui donne cette situation obscène dans laquelle les chiites pilonnent les camps palestiniens avec leur artillerie, essayant de faire mourir de faim leur population tandis qu'Israël les bombarde par terre et par mer. Et maintenant, c'est la Syrie qui envoie son armée dans Beyrouth-Ouest pour briser les forces de l'OLP.

Au milieu de tout ce sang, de tous ces massacres intercommunautaires au Liban, il y a une cause, celle des Palestiniens qui luttent pour leurs droits nationaux, que le prolétariat mondial doit soutenir. Les révolutionnaires doivent soutenir les combattants palestiniens qui défendent leurs camps assiégés. Mais soutenir la cause palestinienne ne signifie pas soutenir politiquement l'OLP, dont le nationalisme petit-bourgeois a amené défaite sur défaite pour le peuple palestinien. Alors qu'Israël assiégeait Beyrouth en 1982, Arafat fit appel aux troupes d'élite de l'impérialisme -- les Marines US, la légion française et les commandos italiens -- pour désarmer et escorter dans leur exil, ses propres combattants de l'OLP, laissant les masses palestiniennes sans défense face aux bouchers israéliens et leurs charognards maronites. Les massacres de Sabra et Chatila, qui rappellent l'holocauste nazi, sont le résultat immédiat de la trahison d'Arafat. Aujourd'hui, c'est l'Amal chiite qui fait le sale boulot des sionistes.

"LA GUERRE DES CAMPS" ET LA "GUERRE DES ALLIES"

La "guerre des camps" a commencé en septembre dernier, quand Amal réassiégea Rashadiyeh, un camp palestinien près de Tyr au sud du Liban.

L'OLP s'est défendue efficacement, chassant Amal de Maghdusheh, qui surplombe Saïda et se taillant une "zone libérée" autour de ce port stratégique du Sud-Liban, à seulement 55 kilomètres de la frontière d'Israël. Pourtant Amal, qui a pour base une population plus importante parmi les 1,1 millions de musulmans chiites, encercle totalement les camps palestiniens au Sud-Liban et à Beyrouth-Ouest. Assiégés depuis 5 mois, les 22000 réfugiés de Rashadiyeh sont obligés de manger ânes, chiens et chats. Même l'herbe y est passée. Les enfants palestiniens qui s'échappent pour cueillir des plantes sont abattus par les miliciens d'Amal.

A Beyrouth-Ouest, le camp de Chatila, où en septembre 1982 les Israéliens avaient organisé le massacre de milliers de Palestiniens par l'intermédiaire de leurs tueurs maronites, n'est plus aujourd'hui que quelques centaines de mètres carrés de ruines. L'eau "potable" y est contaminée et la typhoïde fait des ravages. Les tanks d'Amal sont à côté du charnier où les victimes du premier massacre sont enterrées. Les deux tiers des tués ou blessés sont des civils. "Les cris des femmes et des enfants se mélangent aux râles des malades et des blessés" s'exclamait un Palestinien piégé dans ce camp de la mort. Une femme qui avait réussi à s'échapper d'un camp voisin, celui de Baraj al Barajinah racontait: "La famine est criminelle et terrible. Les enfants n'arrêtent pas de pleurer pour demander à manger. Quand nous étions bombardés je priais pour que dieu nous reprenne afin que nous ne sentions plus la faim" (Washington Post, 11 février).

Puis, à la mi-février, des combats ont éclaté dans le Beyrouth-Ouest musulman, entre le mouvement Amal et le Parti communiste libanais. Les combats pour le contrôle des territoires ont été suivis d'une vague d'assassinats de dirigeants du PC (au moins 9 d'entre eux tués), d'enlèvements et d'assassinats de bon nombre de militants de ce parti. Le clergé chiite aurait donné l'ordre de tuer tous les communistes au sud du Liban. Dans la bataille de Beyrouth, les milices druzes de

Walid Joumblatt et les hezbollah pro-Khomeiny (qui avaient aussi dans le passé pourchassé les communistes) étaient du côté du PC. Dans cette "guerre des alliés", on voit s'affronter les unes contre les autres des forces qui s'étaient battues côte à côte contre les phalanges maronites en 1983. C'est un épisode de plus de la guerre civile intercommunautaire sans fin et toujours changeante des forces kaleidoscopiques du Liban.

L'entrée d'une armée syrienne de 7000 hommes dans Beyrouth-Ouest à la fin du mois dernier n'apportera pas de répit aux Palestiniens mourant de faim dans les camps. Au contraire, car si le prétexte de l'intervention syrienne était de mettre fin aux combats entre les forces druzes et celles d'Amal, la cible réelle de l'homme fort de Damas, c'est l'OLP. Derrière toute sa rhétorique anti-Israël, depuis son intervention au Liban en 1976 (au départ aux côtés des maronites) jusqu'à aujourd'hui, le but ultime d'Assad a toujours été d'empêcher un "Fatahland" au Liban sous la férule d'Arafat, le leader de l'OLP. Comme l'écrit David Hirst, correspondant du Guardian au Moyen-Orient et fin observateur: "Un nouveau pont entre les camps palestiniens assiégés et Beyrouth-Ouest, c'était quelque chose que le président Assad devait empêcher à tous prix" (Guardian de Londres, 23 février).

L'OLP (maintenant installée à Bagdad, Irak) a dénoncé à juste titre l'intervention syrienne, "puisque la Syrie est une partie essentielle du blocus des camps de réfugiés palestiniens et de l'annihilation et l'affaiblissement de milliers de gens de notre peuple ici" (New York Times, 23 février). Cela put être vérifié aussitôt, car le premier mouvement de l'armée syrienne à Beyrouth a été d'attaquer le Hezbollah qui, pour ses propres raisons, jouait un rôle tampon vis-à-vis des camps de l'OLP. La seule "paix" que vont amener les Syriens à Beyrouth sera la paix des cimetières. Il n'y a pas si longtemps, en décembre dernier, l'armée syrienne a organisé à Tripoli au nord du Liban le massacre de la secte intégriste Tahwid (un

Suite page 11



Der Spiegel

Patrouille israélienne dans les territoires occupés: la terreur sioniste au quotidien.